

NOIR & ROUGE

● **AUTOGESTION⁽¹⁾**

31
32

Cahiers d'études

Anarchistes - Communistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

Editorial

L'anarchisme contemporain est-il en « crise » ? Sommes-nous, militants libertaires, en porte-à-faux avec la réalité ? Ne sommes-nous pas tiraillés entre diverses sollicitations : l'aventurisme activiste qui force les faits, la conscience tranquille du petit devoir accompli, la rigidité desséchante du dogme ou, au contraire, la capitulation opportuniste sous couleur de « réalisme », l'optimisme béat ou le nihilisme aigri ? Autant de questions que nous pouvons, nous devons poser, et nous poser.

Certaines réactions à notre dernier éditorial concernant la Révolution, l'aberrante prise de position de quelques néo-électoralistes se réclamant des idées libertaires, les très graves et dangereux problèmes de la lutte antifranquiste et de l'après-franquisme (en particulier cette affaire de l'A.S.O. — alliance syndicale ouvrière — fort troublante et justement dénoncée par Louzon dans la « Révolution Proletarienne », voir n°s 507 et 508) et leur influence sur le mouvement libertaire, enfin certaines discussions au sein de notre propre groupe quant à la tactique et l'idéologie anarchistes face à l'actualité, tous ces faits nous amènent à reposer des questions qui ne sont, au fond, pas tellement nouvelles, mais dont nous négligeons trop souvent l'étude et l'essai de solution du fait de notre accaparement par les tâches matérielles et peut-être aussi d'une certaine paresse intellectuelle...

Que cette constatation nous plaise ou non, convenons que l'anarchisme et les anarchistes n'échappent, pas plus que d'autres idéologies et militants, aux défauts de la nature humaine certes, mais aussi aux contradictions et pressions de la société dans laquelle nous vivons. Aussi ne devons-nous pas craindre de « faire le point » aussi souvent que nécessaire, étudier, clarifier nos positions, braver — mais oui ! — notre conformisme, avouer nos lacunes s'il y en a, en un mot, éluder la facilité. Ce n'est pas simple et il ne suffit pas de vouloir le faire pour que le travail soit mené à bien. Encore faut-il se faire comprendre.

Prenons notre dernier éditorial. En soulevant le problème de la Révolution, nous n'ignorions pas la « délicatesse » du sujet. Nous connaissions les positions arrêtées de certains camarades : tout ou rien, fébrilité ou ramollissement. Et

puis, il est des sujets dont on ne parle pas, réglés une fois pour toutes et le reste n'est que discussion byzantine et abstraite ! Or, il nous semblait avoir encore quelque chose à dire sur la question, par honnêteté et aussi par respect envers tous les libertaires.

Eh bien ! si un bon nombre de lecteurs sont d'accord avec les idées somme toute fort simples exprimées dans notre dernier éditorial, quelques-uns feignent pourtant de croire à une quelconque « conversion » de notre part et, suivant leur courant, se réjouissent et ouvrent les bras à ceux qu'ils prennent pour de nouveaux adeptes de leur Monde Libre, cet étrange « moindre mal » capitaliste opposé au « socialisme » étatique, dont nous parlions dans notre édito de décembre 64... Car les anarchistes possèdent aussi leurs « occidentaux » qui, par haine quasi physique du communisme d'Etat, déraillent et vont allègrement de peste en choléra. Nous refusons cette attitude : pour nous, l'exploitation capitaliste classique vaut bien la férocité de la bureaucratie post-stalinienne ; et d'être exilé, par exemple, dans un quelconque pays des camps en présence ne signifie pas choix d'un des deux systèmes, mais c'est bien souvent une situation de fait. Cela devait être précisé.

Mais il y a aussi les camarades partisans de la Révolution-encore-et-toujours, d'un certain activisme ouvrieriste. Nous n'avons pourtant jamais posé la question de savoir si nous étions révolutionnaires ou non : pour nous un anarchiste est (ou devrait être) un révolutionnaire. Mais cela l'engage-t-il à attendre le Grand Soir chaque matin ? C'est une autre question, vigilance ne veut pas forcément dire impatience...

Ces quelques constatations nous montrent les difficultés soulevées par l'exposé d'idées considérées comme intangibles par encore trop de camarades, ou que nous avons pris l'habitude d'assaisonner d'un lyrisme quelque peu retardataire afin de ne pas troubler nos digestions. Rien n'est définitif, surtout pas l'anarchisme : chaque jour du combat libertaire, chaque discussion, travail commun nous convainquent que l'anarchisme ne doit pas être un dogme, ni le devenir, sinon c'est sa mort.

Par contre, nous gardons nos idées-force, des options fondamentales découlant d'expériences, sur lesquelles nous jugeons inutile de revenir. Ainsi, par exemple, de la nocivité de l'Etat, de la comédie parlementaire. Et les anarchistes qui se risquèrent à l'expérience du pouvoir politique le payèrent durement, et tout le mouvement avec eux. Quant aux élections... réflexions faites, nous ne sommes pas masochistes ! Pas plus que partisans du « neuf » à tout prix : par exemple voter, participer à la gigantesque clownerie. Et pourtant, de temps à autre dans le mouvement libertaire, certains se reposent gravement la question. Ainsi, nous savons que l'année dernière, aux U.S.A., quelques camarades — heureusement non suivis — se demandaient s'il ne fallait pas voter Johnson pour « arrêter le fascisme », en l'occurrence Goldwater. On voit aujourd'hui, au Vietnam, les fruits de l'élection du démocrate Johnson.

Mais qu'à cela ne tienne, l'électoratisme trouve encore des défenseurs dans nos rangs, savantes explications à l'appui. Nous pensons qu'une telle attitude est précisément tout le contraire de l'antidogmatisme. Là aussi, hardiesse et vue claire ne signifient pas bêtise ou pire, camouflage d'un certain opportunisme sous le masque d'une rénovation tactique ! Actualité pour actualité, nous

Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne (suite)

|||||

Nous donnons ici la fin du témoignage de notre camarade, une traduction de 1936, un essai de conclusion, et les extraits de lettres de deux camarades.

V - Les résultats économiques

— Je voudrais savoir, pour me rendre compte avec exactitude, si du point de vue agricole les années 36, 37 et 38 furent des années de bonne récolte ou si, au contraire, il y eut de fortes gelées ou autres choses de ce genre. Car si 1936 fut une année exceptionnellement favorable à la culture, on ne peut savoir dans quelle mesure la collectivisation a impulsé la récolte.

— A Asco, la collectivisation eut lieu en août, donc quand les fruits étaient soit emmagasinés, soit sur le point d'être cueillis. Pour l'aspect économique, on ne peut juger, car elle ne vécut qu'une période de neuf mois, et il aurait fallu qu'elle eût une trajectoire plus vaste.

A Flix le cas est bien différent : on exproprie la terre et au début c'est la collectivité industrielle qui apporte son aide à la collectivité agraire.

A Asco, ce sont les produits des grands propriétaires dans les magasins qui servent la collectivité pendant les neuf mois qu'elle vécut.

A Flix, en plus de l'apport des camarades de l'industrie, les collectivités

préfèrent voir l'insertion de l'anarchisme dans la réalité se faire par d'autres voies, étudier tout ce qui s'inspire de nos principes, comment cela fonctionne et vit. Ainsi nous préférons l'étude de l'autogestion (même si cela n'est pas de l'anarchisme à cent pour cent) à celle du néo-participationnisme. Comme chaque camarade, nous avons un long chemin à parcourir...

Quoi qu'il en soit, l'analyse anarchiste sur l'Etat demeure. Ainsi que celle du pouvoir politique. Mais avons-nous réglé la question du pouvoir politique tout court ? On peut en discuter. Comme de la gestion ouvrière. Mais là aussi, tout ne se réduit-il qu'à une question ouvrière ? Et le problème des classes, du syndicalisme ?

Nous ne sommes qu'un groupe de militants et nous ne prétendons nullement parler au nom du mouvement anarchiste. Mais il se trouve que toutes ces questions se posent à nous avec une nouvelle acuité : il n'est pas possible qu'elles ne se posent qu'à nous. Il n'y aura pas « crise » si les anarchistes, où qu'ils soient, savent les résoudre en adultes et non en adorateurs d'icônes. Fussent-elles de Han Ryner ou de Bakounine.

NOIR ET ROUGE.

n'étaient que quarante familles, c'est dire que les frais étaient bien moindres qu'à Asco. Le camarade de la collectivité de Flix touchait son salaire en fin de semaine, donc la collectivité savait qu'elle avait tant de milliers de pesetas à distribuer chaque semaine aux camarades. Et c'était la collectivité industrielle qui donnait son appui ; de plus, on acquit des produits par la collectivisation de l'étable et celle d'une petite industrie de savon existant auparavant, et on vendait les fruits et légumes cultivés par la collectivité. Tout cela formait la base du développement.

En octobre 37, l'Ebre déborda et ravagea toute la région, particulièrement les terrains de culture irrigués se trouvant un peu à l'écart du fleuve : toutes les cultures furent emportées. Il y eut ensuite des gelées très fortes, inhabituelles dans ce pays, qui provoquèrent beaucoup de dommages aux oliviers. Les conséquences économiques ne purent être évaluées parce que cela se passa en hiver et qu'en avril eut lieu la retraite.

Enfin je considère que, malgré tout, la collectivité de Flix, alors complètement autonome du point de vue économique puisqu'elle ne recevait plus d'aide des ouvriers industriels, aurait parfaitement réussi.

Quant à Asco, on ne peut analyser. Pendant les neuf mois de collectivisation, on a utilisé les produits déjà trouvés en magasin ou bien prêts à être cueillis et qui le furent. Après la cessation de la collectivité, sa production fut recueillie par d'autres.

— *Lister arriva en juin 37, les récoltes étaient proches (1).*

— En effet : je me souviens d'avoir aidé à la moisson et que les céréales moissonnées étaient dans les champs ainsi que les pommes de terre destinées à l'approvisionnement du village. Les terres ne sont pas propices à la culture des céréales et des pommes de terre qui, en Espagne, ne poussent que si on les arrose. A Asco donc, on avait aménagé une portion des terres qui se trouvait de l'autre côté du fleuve et qu'on appelait « l'illa », l'île ; c'est là qu'on avait semé des pommes de terre pour ravitailler le village l'année suivante, mais elles furent récoltées par d'autres qui n'étaient pas de la collectivité.

Il arriva donc que les collectivistes profitent de ce que les riches avaient produit et que par contre d'autres, qui n'étaient pas des riches mais de moyens propriétaires ayant suffisamment pour vivre, profitent de ce que la collectivité avait créé, par exemple les céréales et les pommes de terre. Quant au vin, amandes, huile, ce n'était pas l'œuvre de la collectivité : tout cela existait depuis de nombreuses années. Les uns et les autres firent des récoltes, mais les vergers étaient déjà sur place.

— *Et cette initiative de cultiver une partie de terrain qui pouvait être irriguée, était-elle entièrement nouvelle, propre à la collectivité ?*

— Oui. Néanmoins, il y avait déjà eu quelque chose de fait à petite échelle. Cette partie du territoire municipal appartenait aux plus riches, presque tout était à un seul propriétaire qui s'intéressait à des exploitations ne donnant pas beaucoup de travail : vignes au lieu de primeurs, fourrages au lieu de légumes, des cultures qui ne donnaient pas le travail du verger. Au contraire, quand on créa la collectivité, on choisit ce terrain pour y semer des céréales

parce qu'ils pouvaient être irrigués et que les autres étaient seulement propres à l'arboriculture, principalement oliviers et amandiers.

La création de l'élevage de volailles fut aussi l'œuvre de la collectivité. Il n'existait rien de ce genre auparavant et quand arrivèrent les troupes de Lister nous avions près de mille volailles dont certaines, les premières, avaient déjà commencé à pondre.

La collectivité fit aussi le travail d'élévation de l'eau du fleuve pour l'irrigation de quelque cent hectares de terres, ce qui avait été envisagé depuis de nombreuses années mais était toujours resté à l'état de projet. Au moment de la dissolution forcée de la collectivité, l'eau n'était pas montée, mais le moteur était déjà installé, la maisonnette qui devait l'abriter était construite, de même que la canalisation. Tout cela fut fait grâce à une donation du syndicat des coiffeurs de Barcelone à la collectivité d'Asco. Il faut souligner cet esprit de solidarité entre les uns et les autres.

— *Je crois que cela est en effet très important puisque c'est la preuve qu'il n'y a pas eu d'isolement. Chaque collectivité, ou du moins celle-ci, avait l'appui des autres, même de la collectivité des coiffeurs qui était en elle-même bien différente de celle d'Asco. De plus, il est important de savoir que d'anciens projets ont été réalisés, c'est-à-dire que ce qui n'était encore qu'utopie les anarchistes, qui sont des « utopistes » le réalisèrent.*

— Auparavant, les partis politiques, aux moments des élections, mettaient en relief ce projet d'élévation de l'eau et faisaient même quelques travaux préparatoires. Mais, une fois passées les élections, il manquait les fonds pour continuer. Le fait est que c'est en 1936 que les camarades de la collectivité le menèrent à bien, grâce à l'appui du syndicat des coiffeurs de Barcelone qui leur paya 28.000 pesetas pour la conduite de l'eau, et grâce au travail collectif : la tranchée qui fut creusée, la maisonnette qui fut construite, le transport d'un moteur qu'on enleva d'un moulin, ce qui aplanit les difficultés financières. Chose que n'avaient pu réaliser, ni sûrement voulue, les anciens riches du village qui la faisaient miroiter seulement en vue de leur politique électorale.

— *Ainsi, du point de vue économique, la collectivité a laissé trois innovations : les terres irriguées, l'élevage et la canalisation, qui sûrement continuent d'exister ?*

— Pas tout à fait. Dans le village, les travaux faits pour l'élévation de l'Ebre sont restés. Quant à l'élevage avicole, il a été détruit en juin 37 quand les forces de l'armée arrivèrent. Actuellement les maisons d'Asco ont l'eau courante ; je crois que l'œuvre réalisée par la collectivité n'est pas tout à fait étrangère à cela.

— *Et à Flix, mis à part l'élevage et l'étable, y eut-il des réalisations de ce type ?*

— Non. A Flix il y eut seulement l'élevage avicole comme innovation, l'étable existait déjà ; on ne fit que la diriger. Il y eut des projets pour élever les eaux et arroser une grande extension de terrain où se trouvait l'élevage avicole. Mais cela ne put se faire, car il aurait fallu de la main-d'œuvre, et la situation était devenue difficile : il y avait des restrictions. Avec la meilleure volonté, on n'aurait pu le faire. En effet, du printemps 37 à l'hiver 37 il y eut en Espagne

un changement terrible : durant l'été, de nombreux produits vinrent à manquer et la force motrice aussi. La guerre absorba toutes les possibilités du pays et les créations faites à Asco et dans d'autres collectivités ne purent être utilisées faute d'énergie ; celle-ci venait de l'extérieur et était réservée à l'industrie de guerre.

(Fin du témoignage — traduit de l'espagnol.)

UN QUESTIONNAIRE

La section d'information C.N.T.-F.A.I., 32, via Layetana à Barcelone, a adressé en août 1936 à tous les syndicats de la Confédération Nationale du Travail le questionnaire suivant, auquel nous joignons la réponse du syndicat d'Asco, publiée dans Boletín de Informacion C.N.T.-A.I.T.-F.A.I., n° 56, du 21-9-1936, p. 11 et 12) :

1 — *Position géographique de votre village ou ville.*

Le village d'Asco, province de Tarragone, bâti au flanc d'une montagne au bord de l'Ebre.

2 — *Mouvement social et révolutionnaire.*

Le climat social : entièrement C.N.T., bien qu'il reste quelques membres de Esquerra Republicana Catalana qui vivent en bonne intelligence avec nous, soutenant notre idéal et nous le leur.

- a) *Histoire du mouvement ?* b) *Comment s'est produit le soulèvement ?*
c) *Combien y a-t-il eu de victimes ?* d) *Comment fut jugulé le soulèvement ?*
e) *Quelles surprises se sont produites ?*

Le soulèvement dans la localité n'eut qu'une phase : le chef des rebelles se vantait d'avoir un arsenal d'armes et de pouvoir à lui seul tenir le village en main, mais sa reddition fut l'affaire d'une demi-heure. Il fut échangé quelque quarante coups de feu, mais il n'y eut pas de victimes car il ne devait pas y en avoir. Nous fûmes surpris de la quantité d'armes que détenait le chef des rebelles : il y avait même des masques à gaz.

f) *Rapport des forces C.N.T.-U.G.T. et partis politiques ?*

La C.N.T. et l'E.R.C. forment le Front Populaire, qui groupait la moitié du village et aujourd'hui sa totalité.

g) *Attitude du clergé ?*

Comme toujours et partout, nous avons découvert dans l'église des armes et des preuves d'immoralité.

h) *Attitude des forces armées (armée et police) ?*

Il n'y avait pas de force armée, pas même de garde civile.

i) *De quelles armes disposait-on ?* j) *Comment s'est-on procuré les armes ?*

Nous n'avions pas d'armes. Quatre camarades de Flix nous apportèrent les indispensables pistolets.

k) *Edifices mis sous séquestre ? 1) Edifices réquisitionnés ?*

Douze bâtiments ont été mis sous séquestre, y compris l'église. Dans celle-ci nous avons établi une coopérative modèle prête à fonctionner.

m) *Quels bâtiments ont été la proie des flammes ?*

Aucun bâtiment ne fut brûlé, pas même l'église. Aux environs, les ermitages n'abritent plus que des grenouilles.

n) *Quels ont été les trésors trouvés ? Importance et valeur des confiscations ?*

Les trésors, très peu nombreux, ont été remis en garde aux camarades de Mora. La valeur des produits mis sous séquestre est d'environ trois cent mille pesetas ; celle des terres, bâtiments et outillage agricole dépasse de beaucoup cette somme.

o) *De quelles forces dispose la localité ?*

Une quarantaine d'hommes armés.

p) *Combien de miliciens sont partis pour les différentes colonnes ?*

Vingt hommes sont partis à plusieurs reprises pour le front, dans la colonne Durruti.

q) *Combien de miliciens restent armés ?*

Il reste quarante hommes armés au village et nous pouvons en armer deux cents, bien que seulement avec des fusils de chasse.

r) *Combien de miliciens restent sans armes ?*

Il y a trois cents hommes sans armes.

3 — *Situation économique. a) Importance de la localité ?*

Le village est composé de 3.800 habitants.

b) *Nombre des habitants : hommes, femmes, enfants ? c) Situation géographique (climat, relief, humidité, etc.).*

Le climat est sain, favorable à toutes sortes de cultures. Le terrain est montagneux.

d) *Régime des cours d'eaux ?*

Les pluies sont rares en été, alors qu'elles seraient très nécessaires, mais une partie des terres est irriguée.

e) *Sources de richesses (mines, industries, agriculture) ?*

L'agriculture et ses produits sont la seule source de richesse (amandes, vin, huile) ; le reste est peu abondant, si bien que cette année on a intensifié la culture du blé et des légumes.

f) *L'approvisionnement en vivres de la localité provient-il d'autres villages ?*

Le village est approvisionné par nous-mêmes au moyen d'échanges. Nous avons à Lérida des camarades très enthousiastes.

g) *Quels sont les moyens de communications ?*

Nous disposons de deux moyens de communication.

h) *Chemins de fer, autobus, etc. Etat dans lequel ils se trouvent ?* i) *Nombre de voitures particulières ?*

Nous avons la ligne de chemins de fer du réseau catalan et la route de Mora à Flix, sans service d'autobus. Nous avons réquisitionné deux voitures et deux camions.

j) *Stock et machines dans les magasins ?* k) *Stock et machines dans les centres de production et les fabriques ?*

Nous avons peu de machines. Il existe seulement le nécessaire pour la fabrication de l'huile, en bon état et prêt à fonctionner.

l) *Situation de la traction animale ?*

Nous avons peu d'animaux de trait, en majorité des ânes.

4 — *Rapports économiques.*

Il n'y a aucune industrie.

a) *Quelles sont les richesses de la localité actuellement en exploitation ?*

b) *Comment fonctionnent les exploitations ?* c) *Nombre des exploitations mises sous séquestre ?*

Seulement l'indispensable pour la fabrication de l'huile.

d) *Nombre des exploitations contrôlées par les ouvriers ?*

L'agriculture est entièrement contrôlée par les habitants groupés en collectivités.

e) *Comment se réalise la répartition des vivres ?*

Elle est faite par le Comité de Ravitaillement qui la contrôle au moyen de cartes sur lesquelles on note pour chaque famille le nombre de membres âgés de plus de dix ans et celui des enfants et des malades, le nom du chef de famille (soit le père, soit la mère). Au verso de la carte il y a un calendrier pour cocher les dates d'achats des vivres, qui ne peuvent être pris qu'une fois par jour dans les différents centres de ravitaillement. Ces cartes sont de différentes couleurs afin d'être facilement reconnues par ceux qui ne savent pas lire. Les articles sont répartis suivant le nombre d'individus qui composent la famille et selon ce dont chacun a besoin. Exemple : le riz. Si une personne en a particulièrement besoin, elle en reçoit 3 onces (1 once = 287 décigrammes) ; une famille de six personnes en recevra 18, et si nous admettons qu'il y a des moins de dix ans, ils toucheront une part de 2 onces. Le même système est appliqué aux autres articles, mais pour le moment il est assez souple parce que nous pensons qu'il pourrait y avoir des personnes lésées.

f) *Les produits sont-ils emmagasinés dans un magasin spécial ?*

Tous les produits passent par la collectivité et par le Comité de Ravitaillement qui dirige les échanges.

g) *Le commerce fonctionne-t-il normalement ?*

Tous les commerces ont été groupés dans une seule coopérative.

h) *Régime de l'exploitation agricole (grande ou moyenne propriété) ?*

La collectivité et le Comité Agraire dirigent la grande propriété qui est travaillée « a colles » (en groupes).

i) Y a-t-il un régime de socialisation ou de collectivisation ?

Régime collectif.

j) *Comment se font les échanges ?*

Pour le moment l'échange a lieu en évaluant le produit en pesetas et en achetant une quantité égale de produits.

5 — *Etat général des subsistances.* a) *Semences, vivres, céréales, etc. : quantités existantes ?* b) *Nature de l'industrie. D'où proviennent les matières premières ?* c) *Existence des produits fabriqués ?* d) *Sous-sol : nature du minerai ? Quelle est sa destination ?*

Nous avons encore près de 100.000 litres de mistela (mistelle = moûts de raisin mutés à l'alcool pour en arrêter la fermentation) et le double de cette quantité en vin. L'huile s'achève, mais nous en avons encore pour nos besoins, ainsi qu'un stock de près de 2.000 litres. Quant aux amandes, nous en avons de 5 à 6.000 quarteres (mesure catalane, 70 litres environ). Nous ferons bientôt les vendanges et ensuite la cueillette des olives.

e) *Elevage, nombre de têtes destinées à la reproduction ?* f) *Quantité disponible pour la consommation ?* g) *Elevage de volailles, quantité disponible ?* h) *Quantité pour la sélection des races ?* i) *Agneaux, porcs, chèvres, etc., quantité et races.*

L'élevage du bétail est trop peu important pour être mentionné.

j) *Etat du reboisement ?* k) *Nature des arbres ?* l) *Etendue des pâturages ?*

Le territoire est boisé. Il y a peu de pâturages.

6 — *Perspectives.*

L'avenir ne nous effraie pas parce que nous croyons l'avoir résolu.

a) *Quelles sont les transformations futures envisagées ?*

Avec l'écrasement du fascisme, le capitalisme s'écroule (alors qu'il voulait l'écroulement du prolétariat), et celui qui voudra vivre, devra travailler.

b) *Les transformations réalisées sont-elles considérées comme définitives ou transitoires ?*

De caractère transitoire, s'il n'est pas possible de les établir plus solidement et de les améliorer, sinon définitif.

c) *Quelle opinion existe-t-il sur la socialisation ou collectivisation de la terre ?*

Le village n'a besoin que d'une opinion : celle du travailleur. Celle des autres ne nous intéresse pas, car elle serait en immense minorité. L'opinion est celle de la collectivité.

d) *Quelles sont les idées sur le régime futur de l'Espagne nouvelle ?*

Notre idéal : libéral, mais nous nous inspirerons de ce qui est bon chez

les autres, par exemple, Russie 1936 et Danemark. Peut-on demander meilleur exemple que les dispositions prises par les Comités et qui annulent la hiérarchie dans les grandes entreprises ?

Nous œuvrons pour le bien de tous dans la collectivité. Si nous réussissons, IMITEZ-NOUS, sinon guidez-nous vers le travail et le bien-être auxquels nous aspirons pour le salut de toute l'humanité.

★
★ ★

N.D.L.R.

Les deux dernières réponses nécessitent un commentaire. L'explication selon laquelle seule compte l'opinion de la collectivité peut s'expliquer par le fait que la plupart des opposants à la collectivisation étaient des révolutionnaires douteux, de la dernière heure. Mais cette conception — malgré la situation d'alors — nous semble dangereuse et difficilement justifiable.

L'exemple de la Russie pour la collectivisation anarchiste espagnole révèle un manque désastreux d'information de la part des militants d'Asco. En effet, il n'est que de relire la presse anarchiste de l'époque pour trouver la réalité russe : « *Comme l'Italie et comme l'Allemagne, la Russie est un bagne* » (Isaac Puente, article : « Le socialisme se construit-il en U.R.S.S. ? » *Solidaridad Obrera*, 16 avril 1936, page 2) ; « *Dix-neuf ans après la révolution d'octobre (...) le paysan ne trouve même pas au marché un article aussi banal que le chou* » (*Campo Libre*, 27 juin 1937) ; « *La leçon de la Russie. Le chemin que ne doit pas suivre une révolution* » (article de *Tierra y Libertad*, 3 juillet 1936, page 1) ; « *On peut dire que désormais aucune différence fondamentale ne distingue la Russie des autres pays capitalistes* » (*Solidaridad Obrera*, 8 août 1936, page 8).

Mais sans doute faut-il voir en cela la conséquence de la collaboration gouvernementale et des pitreries publiques, comme celle de Serafin Aliaga de la C.N.T.-F.A.I. et Juan Escrich du P.C. s'embrassant en signe d'alliance (*Fragua Social*, 11 novembre 1936, page 5) et de Federica Montseny et M.R. Vazquez participant à un meeting avec Sesé, Comorerà du P.C. catalan et le consul soviétique Ovseenko (27 octobre 1936 à Barcelone).

EXAMEN CRITIQUE — NOTRE POINT DE VUE

En tentant de donner une conclusion à ce témoignage en forme d'interview, c'est-à-dire en donnant notre opinion, nous ne voulons pas « juger » les camarades de 1936, jouer aux censeurs et critiquer après-coup, les pieds bien au chaud, et refaire l'histoire à grands coups de « si »...

Cela dit, beaucoup de nos camarades espagnols, traumatisés — et il y avait de quoi — par les événements vécus, ont longtemps refusé de discuter, d'analyser l'expérience libertaire dans la lutte antifranquiste de 36-39, considérant avec une auto-indulgence bien « humaine » (mais tellement anarchiste ?) les fautes et erreurs passées comme un moindre mal, des « nécessités » dont on n'a pas à s'expliquer... Il semble toutefois que cette tendance disparaisse et qu'actuellement le mouvement anarchiste, mouvement espagnol compris, consente enfin

à étudier sa propre histoire, histoire récente, riche d'enseignements, dont nous pouvons et devons tous profiter. Il n'est que temps de pallier une certaine crainte des faits, des réalités, car cette crainte fut longtemps ressentie comme un vide inexplicable par maints militants, les jeunes en particulier. Pour notre petite part, nous espérons contribuer à cette recherche commune en donnant notre position de groupe sur les événements d'Espagne décrits dans nos deux derniers numéros.

Encore une précision. Quelques-uns nous disent : « Encore l'Espagne, toujours l'Espagne !... » Outre que la réflexion dénote un net désaccord avec notre appréciation précédente, quant au degré d'études consacrées à ce sujet, nous répondons que la question espagnole nous semble particulièrement intéressante à « dépiauter », à analyser, par la multiplicité des problèmes soulevés et des situations dans lesquelles se trouvèrent soudainement plongés tant d'hommes, de militants. Et puis, cette histoire n'est pas tellement ancienne, et cela aussi à sa valeur. Enfin, nous considérons que, de même qu'on peut étudier les conseils ouvriers allemands ou la Russie de 1917, on peut parler également de l'Espagne révolutionnaire : le sujet nous intéresse, nous y revenons et y reviendrons chaque fois que cela nous semblera nécessaire.

*
* *

Le chapitre consacré à « la criminalité pendant la révolution » (numéro précédent, p. 9) nous paraît prêter largement à discussion, et nous ne partageons pas l'opinion « optimiste » du camarade interviewé quant à une soudaine disparition de la criminalité du fait de l'état révolutionnaire d'une société. De plus (et en cela nous sommes un peu de l'avis du camarade Lapeyre, voir sa lettre ci-après), ses paroles semblent justifier une certaine violence, expliquée par « la passion révolutionnaire », et là, la question mérite que l'on s'y arrête.

Dans une situation donnée (révolution, lutte antifasciste, etc.) on peut être amené à des actes de violence, le fait de prendre un fusil et s'en servir, par exemple. Nous ne voulons pas ici prêcher pour un nouveau dogme : la violence partout ou la non violence intégrale. Tout d'abord parce que nous n'y croyons pas et pensons qu'il y a parfois *obligation* à se défendre, de la manière que l'on peut... Mais précisément, nous pensons aussi que la *nécessité* a ses limites ou qu'elle a bon dos, comme on voudra, et qu'entre le camarade disant : « C'est la guerre, tant pis pour les œufs cassés », et celui disant : « C'est la guerre, oui, mais *essayons* de casser le moins d'œufs possible », nous préférons encore le deuxième. Il y a une certaine griserie des armes et de la violence en elle-même, personne n'en disconvient, et il est si facile de « liquider » un problème... en supprimant un bonhomme ! Aussi ne croyons-nous pas à la sacro-sainte excuse de la passion révolutionnaire, ou du moins nous en méfions-nous beaucoup, car nous savons qu'en Espagne et dans nos rangs, oui, certains avaient la gâchette par trop sensible : le maintien de l'« ordre révolutionnaire » se confond parfois très vite avec une certaine Terreur et le meilleur milicien anarchiste peut également se transformer très vite en tchékiste, s'il n'y prend pas garde. Cela n'est pas agréable à dire, mais nous sommes bien obligés de le constater, pour tenter de prévenir nos futures défaillances...

Nous donnons maintenant l'opinion de Joan Peiro (2) sur la C.N.T. et la

F.A.I. Les citations sont tirées de « Perill a la reraguarda », Mataro, 175 pages, imprimé le 4 novembre 1936. Le livre est un recueil d'articles écrits sur le moment.

« ...J'affirme en toute responsabilité que tous les secteurs antifascistes, depuis l'Estat Català jusqu'au P.O.U.M., en passant par l'Esquerra Republicana et par le P.S.U.C., ont donné un contingent de voleurs et d'assassins au moins égal à celui qu'a donné la C.N.T. et la F.A.I. » (Introduction, p. 16.)

« Certains ont voulu qualifier ma campagne d'antirévolutionnaire et, bien qu'on trouve dans le livre la réponse qui s'impose, je dois insister en affirmant que ma tâche, en cette occasion, est profondément et essentiellement révolutionnaire, et chargée d'un sens éthique que ne savent pas voir ceux qui manquent de toute éthique et qui reçoivent, du moins, une dose de responsabilité qui, naturellement, retombe sur les irresponsables devant le monde moral qui aura à nous juger les uns et les autres. » (Introduction, p. 17.)

« Les vies humaines ont été immolées de la même manière que, dans la jungle, sont immolées les bêtes impuissantes. Ici, durant trop longtemps, il n'y a eu d'autre loi que la loi du plus fort. Les hommes ont tué pour ça, pour tuer, parce qu'on pouvait tuer dans l'impunité et, dans cette tempête, les hommes ont été assassinés, non pas parce qu'ils étaient fascistes, ou ennemis du peuple, ou ennemis de notre Révolution, ou quoi que ce soit qui y ressemble. Ils l'ont été par caprice, pour la satisfaction de ceux qui voulaient voir mourir des hommes ; et de nombreux immolés sont tombés à cause de rancunes et de comptes à régler avec ceux qui ont voulu les liquider dans ces circonstances de révolte et d'impunité. » (Introduction, p. 20.)

Ce serait dénaturer les témoignages précédents que d'ignorer le côté réalisation économique qui est leur fondement.

Cela a été bien vu par le franquisme, qui chargea dès la fin de la guerre Manuel Roldan d'écrire un livre dont nous traduisons le titre : « Les collectivisations en Catalogne (deux années et demie de destructions de vies et de richesse) » (Barcelone, 1940, 135 pages). Par la suite, sans doute à cause du fait que, même dans la critique, la collectivisation reste grandiose, la conspiration du silence s'est établie. Une preuve palpable est la description de la collectivisation des coiffeurs :

« A Barcelone, il y avait 235 salons de coiffure où travaillaient 2.800 coiffeurs. Jamais nous n'aurions cru que les salons de coiffure auraient pu être un magnifique négoce. Aux mains des Comités, ils le devinrent ; au bout de huit mois de collectivisation, ils donnèrent 300.000 pesetas pour les bandes anarcho-syndicalistes qui opéraient en Aragon. Il est vrai que les services à l'époque bourgeoise coûtaient de 50 à 60 centimes, et que, durant la période où les Comités ont manié les capitaux et ont régné, les collectivistes touchaient 3 pesetas pour chaque service, c'est-à-dire quelque 700 p. 100 d'augmentation. » (p. 119).

Le témoignage de notre camarade répond à cette critique, qui n'en est pas une dans le fond, puisqu'elle reconnaît que les Comités ont eu assez de bénéfices pour financer les milices, indépendamment des collectivités, comme celle d'Asco.

*
* *

Tirons maintenant des conclusions provisoires sur la collectivisation à partir de ces trois témoignages.

Les deux villages en question ont plus de 3.000 habitants, la collectivité de Barcelone porte sur plus de 1.000 salons. Il s'agit donc d'ensembles ayant une certaine importance économique.

La collectivité d'Asco supprime l'argent et tend vers un régime d'autarcie. Celle de Flix reste dans un cadre limité, sans contester l'organisation sociale dominante et, après un départ difficile (aide extérieure), tend à avoir une existence stabilisée. Celle des coiffeurs de Barcelone planifie économiquement (concentration des lieux de travail) et socialement (intégration des patrons, hausse des salaires).

Il nous semble que ces trois cas présentent, sans qu'il soit besoin de déformer, trois niveaux de collectivisations ; les différentes formes et nuances entre les collectivités étant finalement nombreuses.

Asco est le cas, souvent rencontré en Aragon, du village où la majorité des gens est pauvre, soit parce qu'elle est soumise à de gros propriétaires, soit parce qu'elle dépend d'un ensemble de petits propriétaires. La collectivisation permet d'achat de machines, la rationalisation de l'exploitation des sols. Cependant, il y a une réaction de défense par rapport aux autres villages dans le fait de supprimer l'argent. Il est vrai que la fragilité des alliances de front populaire, l'appui donné par le parti communiste et la petite bourgeoisie (3) ont accentué une attitude de vase clos ; on se repliait sur soi parce qu'on appréhendait une attaque et cette attaque eut lieu (4). Par conséquent, la suppression de l'argent, la négation du système capitaliste et l'installation au maximum du communisme libertaire furent, dans certains villages, plus une mesure politique qu'économique. Il reste que, dans certains cas d'absences de militants vraiment formés, cette mesure fut un recul économique pallié en partie par les échanges organisés entre collectivités par les fédérations de collectivités.

Flix montre la coexistence des militants cénétistes petits propriétaires et collectivistes. Le village a un niveau économique assez élevé et la collectivité apparaît comme une sorte de coopérative qui tend à concurrencer, et sans doute à intégrer, les paysans isolés. Mais cet aspect plus économique qu'idéologique permet à la collectivité de Flix d'être épargnée par les communistes. On peut se demander à ce propos si la destruction de collectivités comme celle d'Asco ne vient pas du fait qu'elles suscitèrent des antagonismes forcenés autour d'elles. Les forces communistes de Lister avaient alors des alliés dans le village et pouvaient prendre des prétextes pour détruire les collectivités. Il se peut, aussi bien, que la collectivité de Flix ait été jugée trop petite. Il est à noter que les attaques de Lister sur le plan économique correspondaient aux manœuvres politiques contre l'anarchisme qui aboutirent en mai 1937 à Barcelone à une épreuve de force.

Le syndicat des coiffeurs de Barcelone est un très bon exemple de ce qu'ont fait ou voulu faire d'autres syndicats (voulu, car la pénurie économique

ou le sabotage systématique ont souvent empêché les réalisations). La planification et la rationalisation sont menées de pair (on ne peut en dire autant du régime actuel), le chômage qui pourrait en résulter est résorbé par la diminution des horaires de travail. C'était ce que voulait faire la C.N.T. : sur le plan des industries, il y aurait eu un conseil industriel et sur le plan des collectivités agraires un conseil agraire, et les deux conseils auraient administré ensemble le pays. Il est évident que cela n'aurait pu se faire que par l'élimination de la bourgeoisie et de ses représentants, le parti communiste et une fraction du parti socialiste. Ce schéma économique réunissait sur presque tous les points l'U.G.T. et la C.N.T. Il s'agit donc de monopoles horizontaux et verticaux, non plus capitalistes mais « socialistes » (dans le sens de possession des moyens de production par les anciens exploités). Du point de vue des suppositions « à posteriori », il était possible aux pays capitalistes et étrangers d'intervenir et de liquider la révolution. Mais en cas de blocus, le mercure, le manganèse et les minerais espagnols auraient pu amener une politique plus souple — comme avec Cuba et le Canada, l'Espagne, la France, etc., en ce moment.

Un autre point important fourni par ce témoignage est le rapport et la solidarité entre les collectivités industrielles et agraires. Curieusement, si l'on étudie les réalisations collectives en Israël et au Mexique (les seules qui sont apparues spontanément et subsistent encore), on s'aperçoit que cette solidarité est inconnue. Il y a en Israël des syndicats de kibbutzim, mais ils se placent sur un plan politique ; sur le plan économique, chaque kibbutz est une entité indépendante qui ignore son voisin. C'est le caractère réactionnaire du coopérativisme et qui en est la cause : en se limitant au côté économique (neutralité politique et économique, règle de Rochdale numéro 5), on ne peut créer que des entreprises socialistes en dedans et capitalistes en dehors. C'est pourquoi le coopérativisme est aujourd'hui, en France, une entreprise de la haute finance pour les réalisations les plus importantes : « Coopérateurs », « Coopératives laitières, fromagères, vinicoles ».

Seuls l'idéologie et la formation idéologique, la préparation de la révolution ont permis à la collectivisation anarchiste espagnole d'atteindre un niveau tant économique que social supérieur à tout ce qui a été tenté jusqu'à présent. L'anarchisme espagnol a toujours pris position de façon intransigeante contre la technocratie et le capitalisme bourgeois et, s'il a échoué, c'est parce qu'il ne fut pas assez constant envers lui-même, pas assez dur et violent envers les secteurs dits révolutionnaires (P.C., socialistes de droite, radicaux) qu'il laissa se reconstituer, s'armer et détruire la collectivisation qui, fin 1938, agonisait par la faute des républicains plus qu'à cause du franquisme.

NOIR ET ROUGE.

Extrait d'une lettre d'Aristide Lapeyre auquel nous avons communiqué le texte : « *Il a hélas, cet interview le défaut qu'ils ont tous aujourd'hui. Les souvenirs s'effacent... C'est un travail qui aurait dû se faire au moins il y a vingt ans. Je l'avais tenté à l'époque et j'avais distribué 100 cahiers à des militants qui avaient vécu cette période, avaient milité, rempli des charges.*

Un seul m'est revenu et le copain me parlait de son internement en Allemagne. Cependant j'en ai fait le rappel... Rien...

Tels qu'ils sont ces « souvenirs » sont intéressants, mais le questionneur, s'il avait connu un peu mieux la question, aurait probablement obtenu mieux. L'ensemble est vrai, par-ci par-là, la volonté de défendre une thèse est un peu trop manifeste, par exemple quand il s'agit de la violence... »

Extrait d'une lettre récente de Peirats : « Ce qui est tragique, c'est qu'on n'accorda pas une importance capitale aux collectivisations. Et ainsi alors qu'il y a des montagnes de matériel sur le comportement politique de la C.N.T.-F.A.I., nous manquons de documents sur les aspects constructifs. Les comités de cette époque ne cherchaient pas à réunir des renseignements et des statistiques ni à emmagasiner les données, ni à faire des comparaisons et des études quelque peu systématiques en vue des futurs chercheurs. C'est à cause de cela que la partie la plus originale de notre révolution s'est perdue dans l'oubli. Le peu que nous en savons se résume à ce qui fut fait en Catalogne et en Aragon, et encore il manque le détail. J'ai des raisons pour affirmer que la meilleure réalisation collectiviste se fit dans le Levant, surtout dans la province de Valence. Cependant il est à peine resté quelque chose de cette expérience. Le plus terrible est que les témoins disparaissent. »



(1) L'importance des récoltes marque toute la guerre, comme le signalait Felipe Alaiz dans « Espagne Nouvelle », n° 67-69 de 1939 : juillet 36, offensive fasciste, juin-août 37, offensive communiste contre les collectivités, juin 38, offensive fasciste dans le Levant.

(2) Joan Peiro, né en 1887 à Mataro, près de Barcelone, fut ouvrier dans une usine de verrerie et militant de la C.N.T. Pendant la guerre civile, il fut désigné comme ministre de l'Industrie. Il a expliqué ses prises de position, souvent dangereuses et discutables, dans des articles très sincères et bien construits. Livré par Pétain à Franco, avec Companys, président de la Catalogne, il fut fusillé après avoir refusé de « tourner casaque » et de devenir leader syndical de la Phalange.

(3) « ... nous recommandons très chaudement à nos affiliés et aux miliciens en général de demander, d'exiger si le cas se présente, le respect de ces citoyens de la classe moyenne, tous travailleurs, qui ne peuvent être molestés et gênés dans leurs modestes intérêts par des réquisitions et des exigences que l'exiguité des moyens empêchent de réaliser convenablement », *Mundo Obrero*, organe central du P.C.E., 27 juillet 1936 (cité par Bolloten, *La revolucion española*, p. 83).

(4) « Nous ne voulons rien savoir du communisme libertaire. Au lendemain du triomphe, ils (les anarchistes) seront mis à la raison. » (*Paris-Midi*, 8 août 1936. Membre du Comité Central, Hernandez a renié le P.C. et écrit un livre célèbre, *La grande trahison*, sur ses activités « révolutionnaires »).

L'AUTOGESTION CONTEMPORAINE

La défaite de la Révolution espagnole avait privé l'anarchisme de son seul et unique bastion dans le monde. De l'épreuve, il sortit écrasé et dispersé, et, dans une certaine mesure, discrédité. La condamnation prononcée contre lui par l'histoire était d'ailleurs sévère et, par certains côtés, injuste. Ce n'était pas lui le vrai, ou en tout cas le principal, responsable de la victoire franquiste. L'expérience des « collectivités », rurales et industrielles, menée dans les circonstances les plus tragiquement défavorables, laissait derrière elle un bilan largement positif. Mais elle fut méconnue, sous-estimée, calomniée. Pendant des années le socialisme autoritaire, enfin débarrassé de l'indésirable concurrence libertaire, demeura, de par le monde, maître du terrain. La victoire militaire remportée par l'U.R.S.S. en 1945 contre l'hitlérisme, d'incontestables et même de grandioses réussites sur le plan technique, semblèrent, un moment, donner raison au socialisme d'Etat.

Mais les excès mêmes de ce régime ne tardèrent pas à engendrer leur propre négation. Ils firent naître l'idée que la paralysante centralisation étatique devait être assouplie, les unités de production disposer d'une plus large autonomie, que les ouvriers seraient incités à travailler mieux et davantage s'ils avaient leur mot à dire dans la gestion des entreprises. Dans un des pays vassalisés par Staline furent engendrés ce qu'on appelle, en médecine, des « anti-corps ». La Yougoslavie de Tito s'affranchit d'un joug trop pesant et qui faisait d'elle une sorte de pays colonisé. Elle procéda à une réévaluation de dogmes dont le caractère anti-économique sautait maintenant aux yeux. Elle se remit à l'école des maîtres du passé. Elle découvrit, elle lut, discrètement, l'œuvre de Proudhon, elle puisa dans les anticipations. Elle explora également les zones libertaires, trop méconnues, de la pensée de Marx et de Lénine. Elle creusa, entre autres, la notion de « dépérissement de l'Etat » qui, certes, n'avait pas été tout à fait rayée du vocabulaire politique, mais qui n'était plus qu'une formule rituelle, vidée de toute substance. Remontant à la courte période où le bolchévisme s'était identifié avec la démocratie prolétarienne par en bas, avec les soviets, elle y glana un mot prononcé, puis vite oublié, par les conducteurs de la Révolution d'Octobre : celui d'*autogestion*. Elle ne prêta pas moins d'attention aux embryons de conseils d'usine que la contagion révolutionnaire avait fait surgir, à la même époque, en Allemagne et en Italie, beaucoup plus récemment en Hongrie, et elle se demanda, comme l'écrivit dans *Arguments* l'Italien Roberto Guiducci (1), si « l'idée des conseils, que le stalinisme avait pour des raisons évidentes étouffée » ne « pourrait être reprise en termes modernes ».

Lorsque l'Algérie décolonisée accéda à l'indépendance et que ses nouveaux dirigeants s'avisèrent d'institutionnaliser les occupations spontanées de biens vacants européens auxquelles avaient procédé les paysans et les ouvriers, elle s'inspira du précédent yougoslave, démarqua sa législation en la matière.

L'autogestion est, incontestablement, si les ailes ne lui sont pas rognées, une institution de tendances démocratiques, voire libertaires. A l'instar des collectivités espagnoles de 1936-1937, elle vise à confier la gestion de l'économie aux producteurs eux-mêmes. A cet effet, elle installe dans chaque entreprise,

par voie d'élection, une représentation ouvrière, à trois échelons : l'assemblée générale souveraine, son abrégé délibératif, le conseil ouvrier, enfin l'organe exécutif : le comité de gestion. La législation prévoit certaines garanties contre la menace d'une bureaucratisation : les élus ne peuvent faire reconduire indéfiniment leurs mandats, ils doivent être engagés directement dans la production, etc. En Yougoslavie, les travailleurs, en dehors des assemblées générales, peuvent également être consultés par référendum. Dans les très grandes entreprises, les assemblées générales ont lieu par unité de travail.

En Yougoslavie comme en Algérie, une fonction importante est assignée, au moins en théorie, ou en tant que perspective d'avenir, à la *commune*, où l'on se targue de faire prévaloir la représentation des travailleurs autogestionnaires. En théorie toujours, la gestion des affaires publiques devrait tendre à la décentralisation, s'exercer de plus en plus sur le plan local.

Mais la pratique s'écarte sensiblement de ces intentions. Dans les deux pays en question, l'autogestion fait ses premiers pas dans le cadre d'un Etat dictatorial, militaire, policier, dont l'ossature est formée par un parti unique, le gouvernement tenu par un pouvoir personnel et paternaliste échappant à tout contrôle, à toute critique. Il y a donc incompatibilité entre les principes autoritaires de l'administration politique et les principes libertaires de la gestion économique.

A quoi s'ajoute la coexistence de l'autogestion et d'un très important secteur privé : en Yougoslavie, exclusivement rural ; en Algérie, non seulement rural, mais aussi et surtout industriel, commercial, bancaire : les banques privées s'y montrent peu disposées à financer l'autogestion. En l'absence d'une Banque de l'autogestion, en vain réclamée par les autogestionnaires et refusée par le gouvernement, la banque centrale utilise les fonds liquides que les entreprises autogérées sont tenues de lui confier, pour accorder des crédits au secteur privé. Ainsi l'autogestion finance elle-même son redoutable concurrent capitaliste. Par ailleurs, le commerce de gros, demeuré privé, prélève sur l'autogestion des bénéfices considérables. Les entreprises privées disposent de cadres techniques et d'une main-d'œuvre spécialisée mieux rétribuée, ce qui leur permet de débaucher les meilleurs ouvriers du secteur socialiste. Elles ont, au surplus, la faveur de l'appareil d'Etat qui leur passe, de préférence, ses commandes.

Par ailleurs, en dépit des précautions prises par le législateur, une certaine bureaucratisation tend à se manifester au sein même des entreprises. La majorité des travailleurs n'est pas encore suffisamment mûre pour une participation effective à l'autogestion. Elle manque d'instruction, de connaissances techniques, elle n'a pas suffisamment dépouillé la vieille mentalité salariale, elle abdique trop volontiers ses pouvoirs entre les mains de ses délégués. Le résultat est qu'une minorité restreinte assume la gestion de l'entreprise, s'arroge toutes sortes de privilèges, n'en fait qu'à sa guise, se perpétue dans la fonction dirigeante, gouverne sans contrôle, perd le contact avec la réalité, se coupe de la base ouvrière, qu'elle traite parfois avec orgueil et dédain et, ce faisant, démoralise les travailleurs, les indispose contre l'autogestion.

Contre ces tendances, il arrive que les travailleurs réagissent d'une manière que leurs censeurs qualifient de « primitivisme » ou d'« ouvriérisme ». Ils se réclament d'un « égalitarisme outrancier ». Ils traitent en bloc leurs cadres de « bureaucrates ».

Enfin, le contrôle de l'Etat s'exerce souvent de façon si indiscrete et si oppressive que la véritable gestion échappe aux « autogestionnaires ». L'Etat place des directeurs aux côtés des organes de l'autogestion sans trop se soucier de leur agrément, qui, aux termes de la loi, devrait pourtant être sollicité. L'ingérence de ces fonctionnaires dans la gestion est souvent abusive et parfois ils se comportent avec la même mentalité arbitraire que les anciens employeurs. Dans les très grandes entreprises yougoslaves, la nomination des directeurs est exclusivement une affaire d'Etat : ces postes sont distribués par le maréchal Tito à sa vieille garde.

En outre, l'autogestion dépend étroitement de l'Etat sur le plan financier. Elle vit des crédits que celui-ci veut bien lui consentir. Elle n'a la libre disposition que d'une partie restreinte de ses bénéfices, le reste étant versé à titre de redevance au trésor public.

En théorie, la rémunération des travailleurs doit se composer de deux parts : un acompte tarifaire et une participation aux bénéfices. Mais, en pratique, les deux versements tendent à se confondre, soit que l'entreprise escomptant les résultats futurs, additionne acompte et « participation » sur chaque feuille de paie, soit qu'elle transforme la « participation » en allocation d'une « prime » ou d'un treizième mois de salaire. Le travailleur, de cette façon, a toujours l'impression qu'il est un salarié et ce qui devrait former l'attrait psychologique essentiel de l'autogestion, à savoir la « désaliénation », la disparition de la mentalité salariale, s'en trouve émoussé.

L'Etat ne se sert pas seulement des revenus de l'autogestion pour développer les secteurs retardataires de l'économie, ce qui n'est que justice, mais il les affecte à la rétribution de l'appareil gouvernemental, d'une bureaucratie pléthorique, de l'armée, des forces de l'ordre, à des dépenses de prestige parfois démesurées. La sous-rémunération des autogestionnaires compromet l'élan de l'autogestion et en contredit les principes mêmes.

Par ailleurs, l'entreprise est soumise aux plans économiques du pouvoir central, établis arbitrairement et sans consultation de la base d'où une limitation considérable de sa liberté d'action. En Algérie, l'autogestion doit, au surplus, abandonner complètement à l'Etat la commercialisation d'une part importante de sa production. En outre, toujours en Algérie, elle est mise en vaseyage par des « organes de tutelle », qui, sous couleur de lui fournir une assistance technique et comptable désintéressée, ont tendance à se substituer à elle et à devenir eux-mêmes gestionnaires.

La « tutelle » empiète également sur l'autogestion en regroupant les fermes autogérées en domaines trop vastes, sans que les assemblées générales aient été consultées, et les distances entre les diverses unités d'un domaine ainsi unifié rendent impossible le contrôle effectif de sa gestion par les travailleurs. Elle centralise à l'excès le matériel agricole, transférant les machines à sa guise ou les envoyant à de lointains centres de réparation étatisés où elles demeurent immobilisées trop longtemps, et dont les tarifs sont prohibitifs. Elle tend, enfin, à accroître les pouvoirs des directeurs et cadres au détriment des prérogatives des organes ouvriers de l'autogestion (2).

D'une façon générale, la bureaucratie de l'Etat totalitaire voit d'un mauvais œil la prétention à l'autonomie de l'autogestion. Comme l'entrevoit déjà

Proudhon, elle ne souffre aucun autre pouvoir en dehors du sien. Elle a la phobie de la socialisation et la nostalgie de la nationalisation, c'est-à-dire de la gestion directe par les fonctionnaires de l'Etat. Elle vise à empiéter sur l'autogestion, à réduire ses attributions, voire à l'absorber.

Le parti unique ne regarde pas l'autogestion avec moins de méfiance. Lui non plus ne saurait tolérer de rival. S'il l'embrasse, c'est pour mieux l'étouffer. Il a des sections dans la plupart des entreprises. La tentation est forte pour lui de s'immiscer dans la gestion, de faire double emploi avec les organes élus par les travailleurs ou de les réduire au rôle d'instruments dociles, de fausser les élections en confectionnant à l'avance les listes des candidats, de faire entériner par les conseils ouvriers des décisions qu'il a déjà prises à l'avance, de manipuler et d'infléchir les congrès nationaux des travailleurs.

Contre ces tendances autoritaires et centralisatrices, certaines entreprises autogérées réagissent par la manifestation de tendances autarciques. Elles se comportent comme si elle étaient composées de petits propriétaires associés. Elles entendent fonctionner au bénéfice exclusif des travailleurs en place. Elles sont enclines à réduire les effectifs de manière à partager le gâteau en moins de parts. Elles ne manifestent qu'un dédain égoïste à l'égard des travailleurs saisonniers (qu'en Algérie d'ailleurs la loi exclut de l'autogestion). Elles voudraient produire un peu de tout, au lieu de se spécialiser. Elles s'ingénient à tourner les plans ou règlements qui prennent en considération l'intérêt de la collectivité entière. En Yougoslavie où la libre concurrence a été maintenue entre les entreprises, à la fois à titre de stimulant et pour la protection du consommateur, la tendance à l'autonomie conduit à des inégalités flagrantes dans les résultats d'exploitation des entreprises, en même temps qu'à des irrationalités économiques.

Ainsi l'autogestion est-elle animée d'un mouvement de pendule qui la fait balancer continuellement entre deux comportements extrêmes : excès d'autonomie, excès de centralisation, « autorité ou anarchie », « ouvriérisme ou caporalisme », selon l'expression de l'ex-président Ben Bella. La Yougoslavie, en particulier, à travers les années, a corrigé la centralisation par l'autonomie, puis l'autonomie par la centralisation, remodelant sans cesse ses institutions, sans réussir encore à atteindre un « juste milieu ».

La plupart des faiblesses de l'autogestion seraient, semble-t-il, évitées ou corrigées s'il existait un authentique mouvement syndical, indépendant du pouvoir et du parti unique, émanant des autogestionnaires et les encadrant tout à la fois. Il n'est que trop vrai que l'autogestion, au moins à ses débuts, peut difficilement se suffire à elle-même. Le particularisme d'entreprise, la tendance à la bureaucratisation des élus exigent d'être redressés par un organisme ayant exclusivement en vue les intérêts de classe de l'ensemble des travailleurs, et capable de les faire coïncider avec l'intérêt général. Ce rôle indispensable de solidarité, de coordination, de planification a été assumé, dans l'expérience des collectivités espagnoles de 1936-1937, par l'anarcho-syndicalisme.

Or, en Yougoslavie comme en Algérie, le syndicalisme ouvrier, ou bien joue un rôle secondaire, fait figure de « rouage inutile », ou bien il est par trop subordonné à l'Etat, au parti unique. Il ne remplit donc pas, ou il ne remplit que très imparfaitement, la fonction de conciliation entre autonomie et centralisa-

tion qui devrait être la sienne et qu'il assumerait beaucoup mieux que les organismes politiques totalitaires ; dans la mesure, en effet, où il émanerait strictement des travailleurs, qui se reconnaîtraient en lui, il serait l'organe le plus apte à harmoniser les forces centrifuges et centripètes, à « équilibrer », comme disait Proudhon, les contradictions de l'autogestion.

Cependant, le tableau ne devrait pas être poussé trop au noir. L'autogestion, certes, a de puissants et tenaces adversaires, qui n'ont pas renoncé à l'espoir de la faire échouer, mais c'est un fait qu'elle a démontré dans les deux pays où elle est en cours d'expérimentation, sa dynamique propre. Elle a entrouvert aux ouvriers de nouvelles perspectives et leur a restitué une certaine joie au travail. Elle a commencé à opérer dans leur mentalité une véritable révolution. Elle y a fait pénétrer les rudiments d'un socialisme authentique, caractérisé par la disparition progressive du salariat, la désaliénation du producteur, son accession à la libre détermination. Elle a contribué ainsi à relever la productivité. Malgré les tâtonnements inévitables d'une période de noviciat, elle a à son actif des résultats appréciables. Ses déboires — quand elle en présente à son passif — ne s'inscrivent pas tant au niveau des producteurs qu'à des niveaux situés au-dessus d'eux : à savoir, dans la paralysie, l'impéritie ou la corruption des appareils bureaucratiques.

Les petits cercles d'anarchistes qui suivent, de loin, l'autogestion yougoslave et algérienne la regardent avec un mélange de sympathie et d'incrédulité. Ils sentent bien qu'à travers elle des bribes de leur idéal sont en train de passer dans le réel. Mais l'expérience ne se déroule guère selon le schéma idéal prévu par le communisme libertaire. Elle est tentée, tout au contraire, dans un cadre « autoritaire » qui répugne à l'anarchisme. Et ce cadre lui confère, sans aucun doute, un caractère de fragilité ; il est toujours à craindre que le cancer autoritaire ne la dévore. Si pourtant l'autogestion était scrutée de plus près, et sans parti pris, il serait possible d'y relever des signes plutôt encourageants.

En Yougoslavie, l'autogestion est un facteur de démocratisation du régime. Grâce à elle, le recrutement se fait sur des bases plus saines, en milieu ouvrier. Le parti en vient à animer plutôt qu'à diriger. Ses cadres deviennent de meilleurs porte-parole des masses, plus sensibles à leurs problèmes et à leurs aspirations. Comme l'observait récemment Albert Meister, un jeune sociologue qui a pris la peine d'étudier le phénomène sur place (3), l'autogestion possède un « virus démocratique » dont la contagion, à la longue, s'exerce sur le parti unique lui-même. Elle est pour lui comme un « tonique ». Elle soude ses échelons inférieurs avec la masse ouvrière. L'évolution est si nette qu'elle amène les théoriciens yougoslaves à tenir un langage que ne désavouerait pas un libertaire. C'est ainsi que l'un d'eux, Stane Kavcic, annonce : « La force de frappe du socialisme en Yougoslavie ne peut être à l'avenir un parti politique et l'Etat agissant du sommet vers la base, mais le peuple, les citoyens ayant un statut leur permettant d'agir de la base au sommet ». Et de proclamer hardiment que l'autogestion affranchit « de plus en plus de la discipline rigide et de la subordination qui sont caractéristiques de tout parti politique » (4).

Certes, il y a dans ce langage une part de démagogie ou de bluff, et l'auteur ne tarde pas à se reprendre, pour ajouter, dans une sorte de repentir : « Le rôle du parti doit demeurer décisif. » Par ailleurs, chaque fois que, dans les

usines, l'intrusion excessive du parti provoque les protestations des autogestionnaires, le régime flétrit aussitôt les « tendances anarchisantes », c'est-à-dire « la méfiance ou le refus systématique des principes prônés par le parti ».

Il n'en reste pas moins que, quinze ans plus tôt, le langage antiautoritaire de Stane Kavcic aurait été impensable et qu'il marque, malgré toutes les réserves qu'il est prudent de formuler à son sujet, un incontestable pas en avant .

En Algérie, la tendance est moins nette, l'expérience trop récente et elle est, au surplus, en danger, aujourd'hui, d'être remise en cause. Avant la chute du régime Ben Bella, les tuteurs eux-mêmes croyaient devoir s'élever contre le mot « tutelle ». Si le vasselage leur semblait inévitable dans une période embryonnaire, il « ne sera pas toujours indispensable », affirmaient-ils. « C'est une fonction dont on prévoit, progressivement, la prise en charge par les comités de gestion eux-mêmes, lorsque ces derniers se seront pourvus de cadres » (5). Le responsable, alors, de la commission d'orientation du F.L.N., Hocine Zahouane, n'hésitait pas, à la fin de 1964, à publier dans les journaux quotidiens un article dans lequel il dénonçait les tendances des organes de tutelle à se placer au-dessus des travailleurs et à les caporaliser : « Alors il n'y a plus de socialisme. Il y a seulement changement de forme dans l'exploitation des travailleurs. » L'auteur de cet article officieux demandait, en conclusion, que les producteurs « soient réellement maîtres de leur production » et non plus « manipulés à des fins étrangères au socialisme ».

Une aile gauche du F.L.N. et du syndicalisme ouvrier dénonçait à voix haute l'intrusion de la bureaucratie étatique dans l'autogestion. Elle s'efforçait d'élargir cette dernière par la mise en place de rouages qu'avait prévus le législateur, mais qui n'étaient pas encore entrés en application, tels que l'autonomie financière des entreprises autogérées et le fonctionnement, au niveau de la commune, de conseils communaux d'animation de l'autogestion. L'objectif avoué de ces militants d'avant-garde était la fusion de la municipalité et des conseils communaux, le jour où les deux organismes seraient aux mains des travailleurs. De la « restructuration » du parti unique amorcée depuis le congrès d'avril 1964, ils escomptaient son assainissement par un plus large recrutement au sein des masses ouvrières et paysannes et, comme en Yougoslavie, sa revigoration, par la contagion du « virus » démocratique.

L'aile marchante de l'autogestion espérait aussi élargir considérablement le champ d'application, d'une part, par le contrôle ouvrier dans les entreprises du secteur privé, étape vers la gestion ouvrière, d'autre part, par une réforme agraire qui eût socialisé la grande propriété autochtone encore existante. Une sorte de conflit de classes se livrait quotidiennement à l'intérieur du régime algérien autour de l'autogestion. Il a, provisoirement, abouti à la victoire brutale du conservatisme anti-socialiste, consommée par le coup d'Etat militaire du 19 juin, le kidnapping de Ben Bella, l'arrestation des leaders de la gauche socialisante : Mohammed Harbi et Hocine Zahouane, suivie de celle de milliers de militants. Cependant, malgré la dictature et la terreur, les syndicats de l'U.G.T.A. continuent à lutter résolument pour la sauvegarde de l'autogestion, contre les deux périls qui la menacent : l'étatisation des entreprises ou leur restitution au capitalisme privé.

La réussite, au moins partielle, de l'autogestion, notamment en Yougoslavie,

est en train d'amener les dirigeants de l'U.R.S.S. à une réévaluation de leurs méthodes de gestion économique. Khrouchtchev, avant sa chute, le 15 octobre 1964, semblait avoir compris, bien que tardivement et timidement, la nécessité d'une décentralisation industrielle. Dès 1955, lors d'une visite en Yougoslavie, il avait admis, devant l'auditoire restreint d'un conseil ouvrier, « que le système de gestion de l'économie soviétique avait un peu vieilli, et que l'on cherchait actuellement à lui donner des formes moins périmées ». Au XXII^e Congrès du Parti Communiste russe (1961), on se mit à reparler de « l'autogestion des masses ». A la fin de 1962, le plénum du Comité central du Parti adoptait une résolution attirant l'attention « sur la nécessité de développer encore les principes démocratiques de la participation des travailleurs à la gestion de la production ». Au cours d'un nouveau voyage en Yougoslavie, en août 1963, « K », reconnaissant les succès remportés dans ce pays par l'autogestion ouvrière, avait promis d'envoyer en Yougoslavie une commission d'experts aux fins d'envisager le rétablissement de l'autogestion ouvrière en U.R.S.S. et son inclusion dans la nouvelle constitution. Au cours du congrès des syndicats soviétiques (28 octobre - 4 novembre 1963), le président de la Centrale syndicale, Grichine, déclara : « Le développement de l'Etat socialiste amènera peu à peu sa transformation en autogestion sociale communiste qui associera les soviets, les syndicats, les coopératives et les autres organisations de masse des travailleurs ». Au début de décembre 1964, sous le titre « L'Etat de tout le peuple », la *Pravda* a publié un long article s'attachant à définir les changements de structure grâce auxquels la forme de l'Etat « dite du peuple tout entier » diffère de celle de la « dictature du prolétariat », à savoir : progrès de la démocratisation, participation des masses à la direction de la société par la voie de l'autogestion, revalorisation des soviets et des syndicats, etc.

Sous le titre : « Un problème majeur : la libéralisation de l'économie », Michel Tatu, dans *Le Monde*, a mis à nu les maux les plus graves « dont souffre toute la machine bureaucratique soviétique, et au premier chef l'économie ». Le niveau technique atteint par celle-ci rend de plus en plus insupportable le joug de la bureaucratie sur la gestion. Les directeurs d'entreprises ne peuvent, dans l'état actuel des choses, prendre une décision en aucune matière sans en référer à au moins un bureau et plus souvent une demi-douzaine. « Personne ne conteste le progrès économique, technique et scientifique remarquable qui a été réalisé en trente ans de planification stalinienne. Mais le résultat est précisément que cette économie se range aujourd'hui dans la catégorie des économies développées, et que les vieilles structures qui ont permis de conduire à ce stade s'y révèlent totalement et de plus en plus gravement inadaptées ». « Pour venir à bout de l'énorme force d'inertie qui règne du haut en bas de la machine, il faudrait donc beaucoup plus que des réformes de détail, un changement spectaculaire d'esprit et de méthode, une sorte de nouvelle déstalinisation » (6). A condition, toutefois, comme l'a fait remarquer Ernest Mandel, dans un récent article des *Temps Modernes* (juin 1965), que la tendance à la décentralisation ne s'arrête pas au stade d'une simple autonomie des directeurs d'entreprises, mais qu'elle aboutisse à une véritable autogestion ouvrière. Or, nous n'en sommes pas là. Les dernières réformes économiques annoncées à fin septembre 1965 ne relâchent qu'à moitié l'étai du pouvoir central et inaugurent une sorte de « profitariat » des *managers*. Les ouvriers n'auront guère voix au chapitre, sauf en ce qui concerne une vague promesse de « participation aux bénéfices ».

Cependant, dans un petit livre tout récent, Michel Garder pronostique, en U.R.S.S., une « inévitable » révolution. En dépit de ses tendances visiblement antisocialistes, d'auteur doute, probablement à contre-cœur, que l'« agonie » de l'actuel régime puisse aboutir à un retour du capitalisme privé. Tout au contraire, il pense que la révolution à venir pourra reprendre le vieux slogan de 1917 : *Tout le pouvoir aux soviets*. Elle pourrait aussi s'appuyer sur un syndicalisme réveillé et redevenu authentique. Enfin, elle pourrait faire succéder à la stricte centralisation actuelle une fédération plus décentralisée. « Par un de ces paradoxes qui abondent dans l'Histoire, c'est au nom des Soviets que risque de disparaître un régime faussement appelé soviétique » (7).

Cette conclusion rejoint celle d'un observateur de gauche, Georges Gurvitch, pour qui le succès possible, en U.R.S.S., des tendances vers la décentralisation et même vers l'autogestion ouvrière, bien que seulement amorcées, montrerait « que Proudhon a visé juste plus qu'on ne pouvait le croire » (8).

A Cuba aussi, où l'étatiste « Che » Guevara a dû abandonner la direction de l'industrie, s'ouvrent peut-être de nouvelles perspectives. Dans un livre, également tout récent, René Dumont, spécialiste de l'économie castriste, en a déploré l'« hypercentralisation » et la bureaucratisation. Il a souligné, notamment, les erreurs « autoritaires » d'un département ministériel qui cherche à gérer lui-même les usines et qui aboutit au résultat exactement inverse : « A vouloir réaliser une organisation fortement centralisée, on finit pratiquement (...) par tout laisser faire, faute de pouvoir contrôler l'essentiel ». Même critique en ce qui concerne le monopole étatique de la distribution : la paralysie qui en résulte aurait pu être évitée « si chaque unité de production avait gardé la faculté de s'approvisionner directement ». « Cuba recommence inutilement tout le cycle des erreurs économiques des pays socialistes », confia un collègue polonais, bien placé pour le savoir, à René Dumont. L'auteur conclut en adjurant le régime cubain d'en venir à l'autonomie des unités de production et, dans l'agriculture, à des fédérations de petites coopératives de production agricole. Il n'hésite pas à résumer d'un mot le remède au mal : *l'autogestion*, une autogestion qui se peut concilier parfaitement avec la planification (9).

En bref, ce sont des facteurs extérieurs à lui-même qui remettent l'anarchisme à l'ordre du jour, à savoir, d'une part, sur le plan économique, l'engorgement bureaucratique auquel aboutit le capitalisme d'Etat et la paralysie de la production qui en résulte ; sur le plan politique, l'écrasement de l'individualité, de la pensée libre, de la recherche libre par l'appareil d'Etat totalitaire, le conflit entre cet encasernement et les aspirations humanistes des jeunes générations ; d'autre part, la tentative de pays récemment déstalinisés ou décolonisés de découvrir une forme de gestion, aussi bien agricole qu'industrielle, qui ne soit ni capitaliste ni étatique. Cette double évolution concourt à rendre à la pensée libertaire une actualité et une jeunesse qu'elle ne semble pas avoir su conserver, ou retrouver, uniquement par elle-même.

Daniel GUERIN.

1^{er} octobre 1965.

Daniel Guérin nous adresse ici un texte intéressant qui constitue, en somme, un complément à la conférence qu'il avait faite en décembre 1964 et qui fut organisée par la Tribune d'Action Culturelle.

On y trouve un certain nombre de thèmes qui lui sont chers : le marxisme et sa comparaison analytique synthétique avec l'anarchisme, l'autogestion avec ses exemples présents : Yougoslavie, Cuba, Algérie, une certaine confiance dans les « grands » hommes... Il s'y dégage un certain optimisme que nous ne pouvons lui reprocher, dont nous ne pouvons discuter — c'est un état de fait personnel. Mais nous ne partageons pas ses idées sur « la joie au travail » (!), nous ne nous faisons aucune illusion sur la possibilité d'action des syndicalistes dans des organisations structurées, des entreprises autogérées dans une économie puissamment dirigée par l'Etat. Ne pas y croire n'est pas une affaire de sectarisme. Le problème n'est pas de croire ou de prédire, il y a seulement des phénomènes intéressants qui se passent sous nos yeux et que nous suivons de notre mieux parce que cela nous concerne et que nous pouvons en tirer un enseignement. Enfin, Daniel Guérin se trouve parfois entraîné par une sorte de lyrisme : ainsi on ne voit pas très bien la « Yougoslavie étudiant Proudhon » ; on ne peut assurer qu'il suffise de trois ans pour que la mentalité des travailleurs algériens change au contact de l'autogestion, que le secteur autogéré ait beaucoup d'importance dans l'économie algérienne (ce qui réduit d'ailleurs fortement les espérances) et nous avons beaucoup plus tendance à voir dans l'évolution de l'économie russe un rapprochement avec le monde capitaliste qu'avec un certain socialisme, par exemple.

Notre propos n'a pas pour but de rejeter les expériences évoquées ici. L'article en question reste suffisamment constructif par lui-même et surtout par la discussion qui pourrait en résulter.

La manière dont on découvre ou redécouvre l'anarchisme a peu d'importance. Ce peut être par la lecture de Proudhon. Ce peut être aussi et plus certainement à force d'expériences zigzagantes et de multiples retours en arrière. Nous essayons de faire notre profit de tout cela et de présenter nos analyses, qui cesseront d'être originales le jour où notre « jeunesse » sera aussi celle des autres.

NOIR ET ROUGE.

(1) *Arguments*, juin-septembre 1957.

(2) Dès août 1963, Michel Raptis mettait en garde Ben Bella contre les excès de « tutelle » qui menaçaient l'autogestion. Son rapport vient d'être publié dans le n° de septembre 1965 de *Sous le drapeau du socialisme*.

(3) *Socialisme et autogestion, l'expérience yougoslave*, 1964.

(4) *L'autogestion en Yougoslavie*, 1961.

(5) Avis exprimé par l'Office National de la Réforme Agraire dans *Le Peuple*, Alger, 29 mai 1964.

(6) *Le Monde*, 16 février 1965.

(7) Michel Garder, *L'agonie du régime en Russie soviétique*, 1965, p. 201-203.

(8) Georges Gurvitch, *Proudhon*, 1965, p. 58-59.

(9) René Dumont, *Cuba, socialisme et développement*, 1964.

L'AUTOGESTION



EN YOUGOSLAVIE



I. — LE PROBLEME

Le problème de l'autogestion est un problème complexe, difficile à aborder et à résoudre sur le plan théorique, et encore plus sur le plan pratique. Les difficultés sont principalement de deux ordres : d'une part, risquer de faire de quelques expériences d'autogestion ou de gestion collective une espèce de mythe qu'on propose ensuite en exemple, et, d'autre part, nier toute possibilité et toute chance à l'autogestion présente et future.

Il faut donc essayer d'analyser, de comprendre les expériences passées et présentes, de tirer aussi quelques enseignements à proposer non pas comme des leçons ou des modèles à suivre, mais comme des perspectives, des moyens pour résoudre plus facilement les réalisations futures, et aussi comme idéal humain et comme solution économique.

Les expériences communautaires et économiques basées sur une gestion collective ne sont pas très nombreuses. Elles peuvent être classées historiquement sur plusieurs plans, d'un côté celles qui ont suivi une révolution sociale avec expropriation des anciens propriétaires (ou après leur fuite) : Mexique 1910-1917, Russie 1919-1921, Espagne 1936-1939, et quelques expériences plus isolées et passagères en Europe après la première et deuxième guerres mondiales ; celles qui ont été créées par décision du pouvoir immédiatement après la période révolutionnaire (et le plus souvent pour légaliser un état de fait) : Russie après 1921 ; Chine après 1956, Cuba après 1960, Algérie après 1962. Troisième catégorie, les kibbutzim créés en 1909 d'une manière spontanée et volontaire en dehors du pouvoir étatique et d'un changement révolutionnaire. Enfin l'autogestion en Yougoslavie créée d'une manière très particulière, par décision du pouvoir, mais cinq ans après l'époque révolutionnaire. Cette classification est en réalité un peu arbitraire : il y a de nombreux autres exemples qui sont plus isolés et plus limités dans le temps (les créations des Doukhobortzi en Russie et au Canada, les nombreux essais de phalanstères, c'est-à-dire de communautés économiques isolées au sein de la société existante). On ne peut dire avec précision où se termine l'élan révolutionnaire, où commence l'intervention d'organismes centralisés, le pouvoir central tolère très souvent certaines créations populaires uniquement dans l'intervalle de temps qui lui est nécessaire pour forger le pouvoir d'imposer ses décisions.

Nous ne pouvons pas nous arrêter sur tous ces exemples, leurs nombreuses questions théoriques et pratiques, leurs conditions historiques, etc. Il faudrait pour cela de nombreux volumes. Il existe d'ailleurs déjà une vaste littérature sur ce sujet. Nous avons parlé dans « N.R. » de l'exemple des kibboutzim (numéros 23 et 24). Nous avons donné un certain nombre de traductions sur l'exemple

espagnol (« Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire », brochure « N.R. » mars 1964; « Témoignage »... dans ce numéro et le précédent). Nous donnons aussi l'étude de Guérin. Il nous semble qu'il faut essayer de tirer quelques conclusions, de donner notre opinion plus concrètement, même au risque de schématiser, de nous tromper, de ne poser uniquement que des hypothèses. Pour ne pas rester dans l'abstrait, nous prendrons comme exemple la Yougoslavie qui a provoqué peut-être les discussions les plus passionnées. Ici aussi, nous sommes obligés de schématiser énormément ; n'ayant la possibilité ni de faire une étude systématique ni de rentrer dans trop de détails (et pourtant l'application des détails est souvent plus importante que les déclarations théoriques ou juridiques). En partant de l'exemple yougoslave, nous allons donc essayer de déborder le sujet, de l'envisager sur un plan plus général.

Nous nous arrêterons d'abord à quelques considérations plus théoriques. Ensuite nous tâcherons de résumer le fonctionnement de l'autogestion yougoslave dans la pratique. Et enfin nous passerons à une vision critique de cette expérience.

On sait que chaque expérience marxiste doit trouver sa justification et son explication théorique dans les textes de Marx, Engels et Lénine.

Au sujet de l'autogestion, les marxistes ont beaucoup de difficultés. La théorie marxiste a toujours envisagé l'économie comme une gestion étatique, l'autogestion n'est pas prévue (ou bien d'une manière encore plus vague et plus abstraite que les prévisions sur le dépérissement de l'Etat) .

« Si l'on se place du point de vue théorique, tous ceux qui ont tant soit peu connaissance du marxisme savent que les mots d'ordre du genre d'autogestion ouvrière, d'usines aux ouvriers, n'ont jamais été des mots d'ordre marxistes, mais bien des mots d'ordre avancés par les anarcho-syndicalistes, les socialistes bourgeois, les vieux opportunistes, les vieux révisionnistes. »

« Les théories d'autogestion ouvrière et d'usines aux ouvriers sont diamétralement à l'opposé des principes fondamentaux du marxisme sur le socialisme. Elles ont été entièrement réfutées il y a longtemps par les auteurs marxistes classiques. »

« Dans le Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels indiquent : « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat. »

« Dans Anti-Dühring, Engels indique : « Le prolétariat s'empare du pouvoir et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat. »

« Après la prise du pouvoir, le prolétariat doit concentrer les moyens de production entre les mains de l'Etat, Etat de dictature du prolétariat. Il s'agit là d'un principe fondamental du socialisme. »

« Dans les premiers temps du pouvoir des Soviets, au lendemain de la Révolution d'Octobre, lorsque certains suggérèrent de remettre les usines aux producteurs pour qu'ils puissent directement organiser la production, Lénine critiqua sévèrement ce point de vue, soulignant qu'il revenait en fait à s'opposer à la dictature du prolétariat. »

« Lénine indiqua à juste titre : « Toute légalisation directe ou indirecte, soit de la possession de leur propre production par les ouvriers d'une usine ou d'une profession prise en particulier, soit du droit de ceux-ci d'affaiblir ou d'entraver l'application des décrets du pouvoir d'Etat, constituerait la plus grande altération des principes fondamentaux du pouvoir des Soviets et l'abandon total du socialisme. » (Sur la démocratie et le caractère socialiste du pouvoir des Soviets.)

« Il ressort de tout ceci que l'autogestion ouvrière n'a rien à voir avec le socialisme... » (La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ? A propos de la lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. (III), Pékin 1963, p. 18-19.)

Cette citation récente nous montre bien le point de vue marxiste orthodoxe : dictature du parti, intronisation des hommes qui le composent et justification absolue de leurs décisions.

Parmi les Yougoslaves mêmes, des opinions semblables sont parfois exprimées :

« L'idée d'une gestion directe des entreprises par les ouvriers est née d'un esprit de revendication particulariste plutôt que d'une vue réaliste de la gestion économique. Elle est en contradiction avec les exigences du développement industriel moderne, qui repose sur une coordination économique poussée ainsi que sur une planification efficace au niveau de la société globale, c'est-à-dire sur une certaine centralisation des pouvoirs de décision en matière économique et sociale. Au-dessous d'un niveau minimum d'industrialisation et d'efficacité économique, sans l'appui d'une superstructure organisationnelle, une gestion directe des entreprises est pratiquement impossible. » (Vito Ahtik : Sociologie du travail, mars 63, p. 5.)

Cette argumentation est en prise directe avec la réalité, mais les Chinois ne se contentent pas que de citations théoriques :

« Des changements radicaux ont eu lieu dans la direction des activités économiques des entreprises yougoslaves depuis l'introduction de l'autogestion ouvrière (...). Premièrement, la production dans les entreprises ne vise pas à la satisfaction des besoins de tous les membres de la société, mais à la réalisation des profits. Deuxièmement, la variété et la quantité des marchandises fabriquées sont déterminées par les entreprises elles-mêmes en fonction des conditions du marché ; elles ne sont plus déterminées sur la base du plan unifié de production fixé par l'Etat. Troisièmement, les moyens de production nécessités par les entreprises et les produits fabriqués par celles-ci sont achetés et vendus librement sur le marché, ils ne sont plus répartis selon une plan unifié de répartition des articles établi par l'Etat. Quatrièmement, les prix des produits sont librement fixés sur le marché ; ils ne sont plus établis essentiellement par l'Etat d'une manière unifiée. Cinquièmement, la main-d'œuvre nécessitée par les entreprises est librement recrutée sur le marché et peut être librement congédiée ; elle n'est plus répartie selon des arrangements unifiés faits par l'Etat. Sixièmement, les fonds de crédit dont ont besoin les entreprises ne sont plus accordés suivant un plan unifié ; les banques les mettent maintenant en adjudication, et celui qui offre le taux d'intérêt le plus élevé et s'engage à rembourser le prêt dans le plus bref délai obtient les fonds (...). »

« Dans les entreprises soumises à l'autogestion ouvrière, les vrais maîtres sont en fait les directeurs qui représentent la clique de Tito, tandis que les conseils ouvriers et les comités d'administration ouvriers ne sont là que pour la frime (...). Les lois sur l'autogestion ouvrière (...) ont fait en Yougoslavie d'un directeur d'usine un véritable despote tout-puissant dans son entreprise. (...). La presse yougoslave a révélé que les directeurs font partie des quelques milliers de Yougoslaves qui bénéficient du niveau de vie le plus élevé (...). » (Pékin Information, 22-6-64, p. 25-29.)

Bien entendu, il y a une bonne part de vérité dans tout cela, mais on aimerait la même franchise vis-à-vis de la Chine et de ses communes (sans doute faut-il consulter la presse yougoslave pour ce faire). Il n'est pas non plus mauvais de rappeler à ces pourfendeurs de Yougoslaves que le P.C. chinois avant 1948 les considérait comme un *parti frère* ; après 1948 comme un régime fasciste ; en 1955 de nouveau comme socialiste (les communistes yougoslaves ont été invités au VIII^e congrès du P.C. chinois avant même d'être invités à Moscou) ; enfin, depuis 1958, les Yougoslaves sont de nouveau des traîtres. Comme on le voit, la dialectique marxiste léniniste n'est pas un vain mot.

Les théoriciens yougoslaves ont quand même trouvé une phrase de Lénine où il justifie, paraît-il, leur thèse. Ainsi, le dirigeant syndical A. Deleon considère que l'expérience yougoslave « confirme pleinement cette idée de Lénine : « Il est inévitable que dans le socialisme réapparaissent maints éléments de la démocratie primitive, car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la masse de la population se hausse jusqu'à la participation directe, non seulement aux élections, mais aussi à la gestion quotidienne » (L'Etat et la Révolution). » Rapport de Deleon à la VII^e réunion plénière des Syndicats yougoslaves.)

C'est une justification bien mince... et trop *primitive*... Nous pouvons leur suggérer une autre phrase de Lénine : « Le maximum de planification possible, une vraie discipline du travail ne pouvaient être obtenus que par l'autogestion des ouvriers et de leur contrôle centralisé sur l'industrie. » (Procès verbaux du Comité central du Parti Bolchevique, publié par Maspéro : « Les Bolcheviks et la Révolution d'Octobre ».) (Cité par Guérin dans sa conférence sur « *Etatisme ou gestion par les travailleurs* », le 22 janvier 1965.)

Nous ne croyons pas à la sincérité de Lénine en ce qui concerne sa conception sur l'autogestion des travailleurs : toute son attitude pendant la période révolutionnaire et plus précisément son attitude vis-à-vis des Soviets et de leur congrès, son attitude aussi en tant qu'homme d'Etat, etc., confirment notre opinion (nous n'avons ni la place ni la possibilité de développer ici ce sujet). Donc, nous ne sommes pas d'accord avec la mythologie léniniste que les marxistes, même les socialistes occidentaux, continuent d'entretenir. Ainsi, Guy Desolre, dans son excellent travail *Le pouvoir ouvrier en Yougoslavie* (Documents Socialistes, numéro 1), écrit : « Cette institution s'inspire, par certains côtés, des conseils (soviets en langue russe) qui existaient en Russie soviétique pendant la période où Lénine se trouvait à la tête du parti communiste russe. » Et il considère que le stalinisme est responsable de leur suppression. Nous pensons que c'est conclure... un peu vite, et ignorer la responsabilité de Lénine lui-même. Guy Desolre, malgré cette idolâtrie léniniste, a tout de même le mérite de poser clairement le problème : « L'existence

de milliers de conseils, répartis sur tout le territoire, conduit-elle à l'anarchie, est-elle incompatible avec l'existence d'un Etat prolétarien *centralisé* ? L'action souvent spontanée des masses dans les conseils (Espagne 1936, Hongrie 1956, ou encore Algérie 1963) (...), permet-elle l'infiltration d'éléments de *désagrégation* (ou de l'*idéologie bourgeoise*) ? Disons tout de go que nous ne le croyons pas » (idem).

Un autre auteur marxiste donne une opinion plus nuancée — Bobrowski considère que l'exemple yougoslave est le *marxisme en action*, qu'il justifie ainsi : « Nul ne peut passer indifférent à côté de quelques idées maîtresses qui distinguent le communisme yougoslave des autres versions du marxisme en action. En tant que pure doctrine, toute variante du marxisme est essentiellement humaniste... Mais le problème se complique à l'échelon de l'application de la doctrine, où ce facteur (le facteur temps) précisément oblige à un choix. Entre l'enlèvement opportuniste qui sacrifie la libération future de l'homme à quelques avantages immédiats, et l'équipée héroïque subordonnant délibérément le présent à l'avenir, il n'existe qu'une passe étroite — et encore les possibilités matérielles de l'emprunter n'existent-elles pas toujours. Pour surmonter le bureaucratisme, le dépérissement des fonctions d'organisation économique de l'Etat socialiste est nécessaire dès le début même de son existence. De semblables conceptions représentent une révision grossière du marxisme léniniste. » *La Yougoslavie socialiste*, 1956, pp. 226, 227.)

« Le caractère propre de la grande industrie moderne exige une direction unique depuis un seul centre. Cette tendance progressive suit son cours de plus en plus nettement et inexorablement dans le capitalisme même (accroissement de la concentration de la production, apparition des monopoles, intensification de l'ingérence de l'Etat dans la sphère de la production et de la distribution, etc.). En socialisant de plus en plus la production, le capitalisme prépare la base matérielle du socialisme. L'exigence anarchiste de livrer les entreprises à la propriété des producteurs élus suppose un retour du capitalisme au Moyen-Age. Tenter de réaliser cette démarche conduirait à la paralysie imminente et la désorganisation complète de toute la production sociale. Tout aussi réactionnaire est l'exigence semi-anarchiste des révisionnistes contemporains de livrer les entreprises nationalisées à la gestion de collectivités auto-dirigées de producteurs. Cette mesure signifierait, en pratique, le passage de la grande production mécanisée moderne à la production artisanale, et l'organisation par ateliers de la production mènerait à l'émiettement de l'organisme économique unique en cellules isolées, défaites. » (Platkovski : *Hacia la autogestión social comunista*, Moscou 1963 (?), 140 pages) (p. 107-108).

« Le parti est en outre une organisation politique liée à l'activité de l'Etat socialiste comme force dirigeante, comme noyau du pouvoir. Avec l'extinction de l'Etat dans le communisme, ce trait ou cet aspect de l'activité du parti s'éteindra aussi. Mais le parti, cependant, n'est pas une organisation étatique créée par voie législative, c'est une organisation politique de type spécial qui ne peut s'éteindre automatiquement avec l'extinction de l'Etat, comme se l'imaginent les révisionnistes » (idem, p. 137).

Edvard Kardelj, théoricien yougoslave, défend une autre thèse : « La question de l'incitation au travail pour les ouvriers afin de développer cons-

ciencieusement les biens de production socialisés se posait donc aussitôt. Un problème collatéral surgissait aussi : quel système politique serait appliqué durant la transition du capitalisme au socialisme, afin d'assurer les conditions les plus favorables au développement de l'activité consciente des travailleurs» (p. 417). « Notre attitude est en franche opposition aux principes staliniens. Nous affirmons que la révolution ne remplacera pas seulement un appareil étatique par un autre, mais que, simultanément, elle inaugurerait également le processus de dépérissement de l'Etat comme instrument général de l'autorité» (p. 428). « Il ne faudrait pas penser que les organes centraux du gouvernement ont des fonctions peu importantes en Yougoslavie. Au contraire, c'est grâce aux décisions du centre social et des organes d'Etat, en ce qui concerne la distribution du produit national brut ou de travaux supplémentaires, que l'influence effective et directe du producteur doit être assurée. Les organes centraux du gouvernement servent à coordonner et à canaliser tout le développement économique de la nation (...). Le premier pas décisif dans l'établissement de la démocratie socialiste est le passage du monopole politique des partis à la participation directe aux décisions par chaque membre de la société. Un tel mécanisme démocratique d'organisation sociale doit être décentralisé afin de remplacer graduellement le principe du gouvernement du peuple par le principe du self gouvernement dans toutes les sphères de la vie sociale et, surtout, dans le domaine économique. Dans l'autre direction, il sera convenablement centralisé afin d'assurer la plus effective administration des choses dans le social, c'est-à-dire pour les biens communs de production et les forces matérielles de la société en général. Seul un développement parallèle et simultané de ces deux processus — qui est l'antithèse de la conversion de l'homme en esclave de l'appareil bureaucratique centralisé — peut mener à ce point où l'administration des choses cessera d'être une relation sociale et se transformera graduellement elle-même en service social public servant tous les hommes libres. Donc nous ne rejetons pas toute centralisation des fonctions sociales. Notre expérience prouve abondamment que les collectivités de travailleurs qui dirigent nos entreprises peuvent mener à bien toutes les tâches posées par la direction sociale de la production» (p. 432) (Edvard Kardelj : *The Practice of Socialist Democracy in Yugoslavia*. Discours fait à Oslo en 1954, reproduit dans *The Marxists* par Wright Mills, New York 1962, 480 pages).

Nous ne pouvons évidemment pas nous arrêter à la polémique entre les Yougoslaves et les marxistes staliniens et post-staliniens. D'autant plus que le contenu de cette discussion présente peu d'intérêt, il n'y a que dogmatisme, sophisme et formules stéréotypées ; on camoufle le fond du problème par des citations et des phrases ; ce sont les éternelles positions-clés que les *classiques* (Marx, Engels) ont laissées dans le vague et autour desquelles les *théoriciens* marxistes tournent en rond depuis plus d'un demi-siècle en s'em pêtrant de plus en plus dans leurs propres contradictions et insuffisances. La doctrine marxiste non seulement n'est pas nécessaire à l'autogestion, mais elle est le plus souvent un obstacle supplémentaire avec sa prétention de posséder la *vérité révélée*, et ses ambitions de dirigisme. Une démonstration de cet état d'esprit est l'expérience des conseils ouvriers du Grand Budapest, en octobre-novembre 1956.

Pour en terminer avec ces quelques considérations techniques, nous pouvons résumer ainsi les deux *contradictions* fondamentales de l'autogestion : elle

est en contradiction avec la théorie marxiste qui est basée sur la gestion étatique de l'économie, c'est-à-dire le dirigisme centraliste, les entreprises étant propriété d'Etat, les ouvriers simples exécuteurs et salariés, la plus-value servant pour les investissements décidés par le plan central et pour l'entretien de la nouvelle classe dirigeante ; l'autogestion est ensuite en contradiction, semble-t-il, avec le développement industriel moderne qui exige une planification stricte, des moyens de recherche considérables, des cadres techniques hautement spécialisés, des moyens financiers puissants, c'est-à-dire une gestion où la technocratie et l'Etat prennent une place prépondérante, et où toute décentralisation et tout morcellement de l'industrie seront néfastes. Cette dernière considération est si répandue qu'elle dépasse même les conceptions dites idéologiques ; l'esprit de l'étatisation est devenu le nouveau credo de tout économiste et, par l'intermédiaire des économistes, de tout homme politique.

LES CAUSES DE L'AUTOGESTION YOUGOSLAVE

Nous avons vu que la théorie marxiste n'est pas en possibilité d'*inspirer* les théoriciens et économistes yougoslaves. Selon Lasserre : « Les dirigeants et les théoriciens du socialisme yougoslave déclarent avoir été inspirés dans une certaine mesure par le socialisme d'association et notamment Proudhon, par le syndicalisme révolutionnaire français d'avant 1914 ; par la première phase de la révolution de Lénine. » (*Archives Internationales de Sociologie de la Coopération*, num. 14, p. 104). Nous avons certains doutes quant à leurs connaissances et leurs préférences pour le « socialisme d'association » et Proudhon, car Proudhon est très peu étudié et peu connu en Yougoslavie. Le « syndicalisme révolutionnaire français » d'avant 1914 était d'inspiration anarcho-syndicaliste, conception que les communistes yougoslaves refusent systématiquement ; la première phase de la révolution de Lénine n'est pas une conception théorique mais une attitude purement tactique et démagogique qui a uniquement permis au parti d'accaparer le pouvoir... Ce ne sont donc pas des exigences théoriques qui ont conduit le parti communiste yougoslave à envisager ce tournant dans l'économie du pays. Ce sont des considérations purement empiriques qui l'ont conditionné.

« .. ils (les théoriciens yougoslaves) présentent les réalisations yougoslaves comme étant surtout le résultat de raisons empiriques : le désir des travailleurs, les résultats néfastes de la première période, la nécessité de se libérer de l'étatisme économique, les encouragements venus des faits eux-mêmes lorsqu'on se fut engagé dans cette voie (...). Le socialisme ne peut naître que de l'initiative des masses. Il implique l'évanouissement de l'Etat. Nous retrouvons ici une vieille idée saint-simonienne, qui a été aussi anarchiste, proudhonienne, anarcho-syndicaliste. Marx l'avait reprise pour en faire le terme final de l'évolution du collectivisme. Mais elle a été oubliée par le communisme russe qui lui tourne le dos » (G. Lasserre, même source).

La raison empirique, c'est donc l'échec de l'économie de gestion étatique. Nous pensons que c'est une raison plus sérieuse que la raison théorique précé-

dente. Mais il nous semble aussi qu'elle est insuffisante — la même économie sur les mêmes principes, avec les mêmes résultats néfastes, est toujours en vigueur, et depuis de longues années, dans toutes les démocraties populaires ainsi qu'en Russie même et, malgré tout, ces principes économiques continuent d'être appliqués. L'échec est camouflé à l'extérieur par la propagande, à l'intérieur par la violence et le silence. Bien sûr, si les hommes au pouvoir avaient le moindre sens de réalisme, et la plus petite sensibilité aux désirs des travailleurs, il y a longtemps qu'ils auraient dû abandonner leur système d'exploitation et d'oppression... mais les communistes yougoslaves sont-ils plus sensibles que les autres communistes ? La résistance antifasciste les a-t-elle rapprochés du peuple ?

Nous pensons que le fait déterminant est d'un autre ordre — tout simplement une raison politique. Tito nous donne lui-même la clé du problème : « *Le danger des déformations bureaucratiques n'a paru clairement et ne prit tout son sens qu'au moment de notre conflit avec la pression stalinienne (1) et notre résistance à cette pression. L'hégémonisme se révéla comme l'effet extérieur du bureaucratisme, et les éléments bureaucratiques intérieurs apparurent comme l'appui actif du bureaucratisme dans le péril qu'il faisait peser sur les acquisitions de la Révolution* » (Tito : *Quarante années de lutte du Parti communiste yougoslave*, 19 avril 1959, p. 22).

Il est donc évident que le nouveau tournant de l'économie yougoslave commencé en 1949-50 avec la création des conseils ouvriers, correspondait à un désir d'obtenir l'appui des masses yougoslaves dans le conflit de la direction titiste avec le stalinisme et les appuis intérieurs de celui-ci. C'est-à-dire que, s'il y a eu une *concession* de la part des dirigeants, c'était pour une question vitale : conserver le pouvoir (et leur propre vie, car, à l'époque, les discussions idéologiques se terminaient en fusillades). Mais les dirigeants yougoslaves furent suffisamment prévoyants pour sauver, en même temps que leur vie, leurs privilèges. Ainsi, le phénomène politique devient également un phénomène de classe, l'appareil du parti conserve sa position de dirigeant, même dans la nouvelle structure. La nouvelle classe au pouvoir ne perd rien dans cette opération, bien au contraire, elle gagne sur un plan intérieur une certaine stabilité, et sur le plan extérieur un nouveau prestige et... une nouvelle aide économique. Ce n'est pas un simple hasard si Djilas, membre influent de la nouvelle classe, a fait la critique de sa propre classe ; c'est le même phénomène dialectique qui obligera l'économie yougoslave à jouer constamment un équilibre subtil entre la phraséologie et la réalité, entre les promesses et les contraintes, etc.

Les causes de l'autogestion en Yougoslavie déterminent les possibilités de développement de l'autogestion elle-même, et surtout, les étroites limites imposées à ce développement déterminent aussi toutes ses ambiguïtés, toutes ses contradictions, et un certain nombre de ses faiblesses.

(1) C'est-à-dire après l'exclusion du Kominform en 1945. N.D.L.R.

II. — LE FONCTIONNEMENT DE L'AUTOGESTION

A travers les citations précédentes, notamment, d'auteurs yougoslaves, nous avons vu d'importants caractères et déviations de l'autogestion yougoslave. Avant de passer au bilan, il nous faut voir plus en détail le fonctionnement du système.

Nous nous sommes principalement basés sur : « Archives Internationales de Sociologie de la Coopération », qui publie depuis des années des articles et des études sur le sujet ; « Socialisme et Autogestion », A. Meister (éd. du Seuil, 1964), qui, à partir d'une enquête en 1960, et après avoir résumé à peu près tout ce qui a été écrit sur ce sujet, donne des détails très poussés sur ce fonctionnement ; un livre un peu plus ancien : « La Yougoslavie Socialiste », C. Bobrowski (éd. A Colin, 1956).

La législation est très vaste et souvent changeante. La loi essentielle est de 1950, complétée en janvier 1953, modifiée par la suite. La nouvelle Constitution du 7-4-1963 a fait encore quelques changements ; ainsi : l'article 93 de cette constitution modifie la nomination du directeur de l'entreprise : c'était auparavant le Comité de la commune qui le nommait (les délégués des entreprises font partie de ce comité, il y a donc parmi eux des délégués de l'entreprise dont on va nommer le directeur) ; c'est maintenant le conseil ouvrier de l'entreprise qui nomme son directeur sur proposition d'une commission de concours composée de représentants de l'entreprise et de la commune (il y a toujours une cogestion entreprise-commune, mais les responsabilités sont plus nuancées).

Selon la constitution de 1963, l'entreprise n'est la propriété ni de l'Etat ni de personne. C'est une « propriété sociale directe », comme disent les communistes yougoslaves ; elle n'est pas non plus uniquement une unité technique de production, c'est une sorte d'économie mixte commune-ouvriers, « une unité organisée de travail ».

DANS L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

L'originalité de l'entreprise industrielle réside dans le fait que l'autogestion ouvrière est complétée par une gestion communale. Le troisième facteur, l'Etat, s'efforce, du moins théoriquement, d'être plus discret, plus effacé, mais pourtant il est toujours présent par sa planification, son centralisme, ses impôts, ses décrets. L'équilibre, et plus souvent le déséquilibre, tient à ces trois facteurs. Le Conseil communal intervient dans la nomination du directeur, il supervise le bilan annuel de chaque entreprise, participe au partage des bénéfices. Il participe aussi d'une façon plus indirecte, à beaucoup d'autres points : le plan d'investissement, le choix de la production, les œuvres sociales, etc. La commune est donc le premier « organe de contrôle » de l'entreprise, ou plutôt de gestion.

Mais ce n'est pas le seul. De nombreuses autres formations contrôlent chaque entreprise et l'ensemble des entreprises : *les Conseils des Producteurs* qui existent aux différents niveaux, de la commune jusqu'au niveau fédéral

(la Yougoslavie est une République fédérative) où le Conseil fédéral des producteurs, quelque chose comme une chambre économique, a remplacé le Conseil des nationalités ; les *Chambres de Commerce* sont plutôt destinées à une collaboration et coordination ; la *Planification centrale* qui existe toujours mais qui se veut souple, plus indicative qu'impérative (elle planifie en effet en gros, en laissant les détails aux six républiques, aux districts et aux communes) ; le *Fonds National d'Investissement* qui prête les fonds nécessaires à la création des entreprises, et fait des avances pour leur amélioration ; il y a aussi les *impôts* sur la vente et l'achat, la politique des prix, les *phénomènes de marché*, le *contrôle des échanges intérieurs*, etc.

Tous ces organismes sont destinés à contrôler et contrebalancer « les abus d'autonomie et de libéralisme », à sauvegarder « les intérêts de la communauté entière menacés par les intérêts particuliers ». Ainsi, les entreprises, tout en étant libres et autogérées, sont surveillées par toute la société : localement par la commune, sur un plan plus général par tout un système très complexe de contrôle et de tutelle. Et nous rencontrons partout cet esprit de méfiance et de paternalisme vis-à-vis des ouvriers ; tout en proclamant leur capacité de gestion, leurs vertus, etc., le parti et le pouvoir multiplient les réserves, ne cachent pas leur méfiance, créent toujours des garde-fous, comme si la classe ouvrière était un enfant à qui on a donné un beau jouet, mais qui doit rester toujours enfant.

Les organes de la gestion ouvrière au niveau de l'entreprise sont *de quatre ordres* : le *collectif ouvrier* (l'ensemble du personnel) ; le *conseil ouvrier* (dans l'entreprise de moins de trente travailleurs, le collectif remplace le conseil) ; le *comité de gestion* (ces deux derniers sont élus pour un temps limité et responsables devant le collectif) ; et enfin, le *directeur*. De plus, il existe bien entendu : un comité d'entreprise (pour le domaine social), un syndicat et le parti (la ligue des communistes).

Le partage des fonctions, l'équilibre des pouvoirs, la rôle respectif de chacun, les responsabilités et les contrôles mutuels, etc., tout ce qui au fond est le plus important pour comprendre la réalité quotidienne dans une entreprise — ne peut être étudié ici en détail, non seulement parce que le sujet est trop vaste, mais aussi parce que les dispositions légales changent (nous avons donné l'exemple de la nomination du directeur) et qu'elles ne sont pas toujours appliquées dans la réalité. Il y a un décalage entre les possibilités même légales et leur exécution pratique, soit par esprit de routine et connaissance insuffisante des lois (elles sont très souvent volumineuses et subtiles, il faudrait être juriste pour les comprendre), soit par l'influence indirecte mais décisive des « personnalités » du parti, du syndicat, de la commune, qui sont souvent plus fortes que les lois.

L'organisme le plus original, le *conseil ouvrier*, compte de 15 à 120 membres (le plus souvent entre 15 et 60). Ils sont élus par le collectif des ouvriers pour un an (depuis 1957, on accepte jusqu'à deux ans) ; un membre peut être réélu une fois seulement (il y a aussi quelques dérogations) ; les trois quarts des membres doivent appartenir à l'activité principale de l'entreprise (pour essayer d'éviter la propondérance des cadres techniques) ; les élections étaient au début contrôlées par les syndicats, ensuite par une commission électorale élue par l'organisme sortant ; il y a une liste électorale présentée par le

syndicat, mais d'autres peuvent être également proposées à condition qu'il y ait un certain nombre de signataires qui la proposent.

Le directeur qui a la responsabilité technique de la gestion, qui peut embaucher et licencier les ouvriers, participe obligatoirement aux réunions du Conseil ouvrier, et partage le vrai pouvoir avec le conseil de gestion. En cas de conflits, ceux-ci sont portés devant une Commission des Conflits. Avant la période d'autogestion, le directeur était nommé directement par le Ministère comme un fonctionnaire d'Etat responsable uniquement devant l'Etat ; ensuite, sa nomination s'est faite à l'échelon au-dessous, par le Conseil économique ; nous avons vu que, actuellement, il est nommé conjointement par le Conseil ouvrier et le Comité populaire de la commune. Sa position est souvent très délicate et les abus de confiance fréquents. Le Comité de gestion peut demander sa révocation (563 cas en 1956, 200 cas en 1958).

Il y a quelques années, il y avait 11.000 conseils ouvriers, comptant près de 220.000 membres (170.800 ouvriers et 50.000 employés). Près de 50 p. 100 sont des femmes et des jeunes gens ; on compte plus de 1 million de personnes qui sont passées par les organes d'autogestion ouvrière. Pour 1964, il y avait dans le secteur socialisé 3.668.000 emplois, dont 1.362.000 dans l'industrie manufacturière, 376.000 dans la construction, et 346.000 dans l'agriculture (en 1961, dans le secteur privé, l'agriculture en comptait 4.551.000, chiffre qui diminue progressivement). Le gain moyen mensuel des ouvriers dans l'industrie en 1963 a été de 28.000 dinars, les calories de la nourriture par habitant étaient de 3.116. De 1953 à 1963, 1.600.000 travailleurs ont été intégrés dans la production, ce qui revient à dire que le nombre des travailleurs employés dans les secteurs socialistes a doublé (Etudes Economiques, OCDE, mai 1965). 95 p. 100 de la production industrielle est dans le secteur socialiste.

Depuis 1953, et surtout 59-60, « la décentralisation interne des entreprises » est encore plus poussée : les grandes entreprises sont subdivisées en plus petites unités autonomes, appelées « unités économiques » ou « communautés de travail des producteurs » (ainsi, les chemins de fer sont subdivisés en 160 unités) ; chaque unité a son conseil d'ouvriers, possédant uniquement un pouvoir consultatif ; certaines unités touchent pour leur travail une rémunération globale qui est ensuite répartie entre ses membres.

Le régime des bénéfiques, des salaires et des prix — problème le plus délicat — a été établi après plusieurs tâtonnements ; même actuellement, il ne semble pas définitif (fin juillet 1965, il y a eu de nouveaux changements que nous connaissons encore mal). Au début de la période d'autogestion, le système des salaires était : salaire minimum par catégorie, avec le droit pour les entreprises de distribuer certaines parts de leur profit ; ensuite, l'entreprise a eu le droit de fixer le barème des salaires applicables à l'intérieur de l'entreprise, mais la masse globale à distribuer était fixée dans un rapport déterminé ; dans une troisième phase, ce rapport déterminé a cessé d'être obligatoire pour l'entreprise, c'est-à-dire que le revenu net de l'entreprise est entièrement à la disposition de l'entreprise. Revenu net, cela signifie le revenu global duquel on déduit divers chapitres : les frais matériels de production y compris les amortissements et les intérêts des capitaux, l'impôt foncier, l'impôt sur le chiffre d'affaires, les cotisations collectives, etc. De ce revenu net, une partie va aux différents fonds de l'entreprise (fonds de réserve, de roulement, etc.),

une partie à la commune et le reste est le revenu personnel des travailleurs. Pour en avoir une idée, en 1962 on considérait généralement que 25 p. 100 du revenu allait aux organes centraux, 35 p. 100 à la commune, 40 p. 100 à l'entreprise (pour 1959, Paul Zorkine avait publié d'autres chiffres). En allant plus loin dans l'analyse, on remarque qu'un minimum légal de salaire est imposé, mais non un maximum légal ; que le bilan et le projet des répartitions sont soumis au Conseil des Producteurs de la commune qui peut inviter l'entreprise à modifier son projet. La rémunération pour chaque poste de travail a passé aussi par plusieurs étapes : au début, on recherchait le « barème tarifaire » pour chaque poste de travail, établi par un règlement discuté et modifié périodiquement par le corps des ouvriers, complété à la fin de l'année par une répartition du surplus ; ensuite, on a essayé de faire une rémunération par unité de produit (quelque chose comme le salaire aux pièces collectif, à partir des revenus reçus par unité de marchandises vendues précédemment) ; on a introduit par la suite des prévisions pour le montant total des frais de production (pour intéresser à faire des économies dans la production) ; enfin, la rémunération a suivi aussi la subdivision de l'entreprise en unités autonomes de travail. Ainsi, théoriquement, le gain de chaque travailleur correspond à trois choses : le résultat obtenu par l'ouvrier lui-même, par son équipe de travail et par l'entreprise elle-même. Sur ce schéma de fonctionnement ont fonctionné en 1962, 11.000 entreprises, avec 212.000 membres de conseils ouvriers, et 68.000 membres de comités de gestion.

L'AGRICULTURE

L'agriculture continue d'occuper la majorité de la population. Si, avant la guerre, elle comprenait 75 p. 100 de la population, en 1953 c'était 61 p. 100, en 1962 51 p. 100 (à signaler que la population en 1960 était de 60 p. 100 supérieure à celle d'avant-guerre et que la population augmente par année de 7 p. 100).

Il faut souligner que si le pouvoir joue le paternalisme et se méfie au fond de la classe ouvrière, il a encore moins confiance dans la masse paysanne. Ainsi, dans le Conseil des Producteurs (nous avons vu que c'est la Chambre Economique Fédérale), l'agriculture, avec 68 p. 100 de la population du pays a 32 p. 100 de députés, tandis que l'industrie et les mines, avec 18 p. 100 de population active, ont 42 p. 100 de députés (en 1962).

Avant la guerre, il y avait en Yougoslavie environ 2 millions d'exploitations paysannes (avec 5,4 hectares en moyenne), très petites et très paupérisées. La première réforme agraire (23 août 1945) a touché 1.600.000 hectares environ (la moitié distribuée à 316.000 familles paysannes dont 70.000 n'avaient pas de terres, l'autre moitié réservée à l'exploitation collective) ; il faut donc noter qu'il ne s'agit pas d'une nationalisation comme en Russie, mais plutôt d'un partage et d'une socialisation. La deuxième réforme (1953) a touché encore 227.000 hectares, mais donnés uniquement aux exploitations collectives. A titre de comparaison : la première nationalisation dans l'industrie date de décembre 1946 (uniquement 42 secteurs industriels) ; la deuxième date de 1948, elle a fait de l'Etat le maître de toute l'industrie, des banques, des mines, du commerce en gros et demi-gros.

Dès le début, l'exploitation collective a été de deux types : *le domaine d'Etat type sovkhose* (avec travailleurs salariés), et *le type coopératives de travail* (qui étaient elles-mêmes divisées en quatre variantes). La période 1949-52 a été la période de la collectivisation, le plus souvent forcée ; ainsi, en 1950, il y avait 7.000 collectivités agricoles avec 2 millions de membres (c'est-à-dire 20 p. 100 de familles rurales) ; il faut dire aussi que cette expérience s'est soldée par un échec évident sur le plan de la productivité, de la participation effective, du cheptel, etc. Cet échec ajouté aux difficultés d'après guerre, a entraîné une véritable famine. Le décret de 1953 a autorisé les paysans à quitter les collectivités : de 7.000, leur nombre est tombé à 116 en 1962. En même temps, une nouvelle organisation a été instaurée.

Actuellement, la situation se présente ainsi : un secteur privé avec 2.335.395 exploitations et 11.190.000 hectares (avec 4,7 ha en moyenne, avant-guerre 5,4), et un secteur collectivisé qui en 1960 ne comprenait qu'environ 6.000 exploitations et moins de 1/10 de la superficie de terre cultivable (la surface agraire totale est l'environ 15.000.000 d'hectares, surface cultivée environ 10.000.000, pour une population agraire de 10.000.000 aussi). Le secteur collectivisé présente trois formes :

1) *Coopératives générales*. — Ce sont les anciennes coopératives de consommation (avant guerre, il y avait 11.309 coopératives agraires, avec 1.609.176 membres) qui ont étendu leur activité au domaine de la production en effectuant des travaux pour le compte des paysans du village. Ces coopératives ne possèdent donc pas obligatoirement de terres. Ainsi, toujours en 1960, il y avait 4.805 exploitations, dont uniquement 2.500 possédaient 430.000 hectares (les coopératives générales exploitaient 1.500.000 hectares qui appartenaient aux paysans propriétaires). Entre les paysans et les coopératives existent plusieurs formes de contrat : contrat de fourniture de produits et de travail (labour, semaille, engrais, etc.) facturé par les paysans ; contrat de coproduction, le paysan loue sa terre et en même temps participe à certains travaux, 60 p. 100 du bénéfice appartient ensuite au paysan et 40 p. 100 aux coopératives (après avoir enlevé la rente de la terre et le prix du travail du paysan) ; contrat de location de la terre (donc sans participation au travail), etc. Les coopératives font aussi crédit aux exploitants privés pour acheter du matériel. L'originalité de cette expérience réside dans son double aspect : des salariés participant au travail et des membres liés par des contrats limités. Les coopératives sont gérées par une assemblée générale qui élit un conseil coopératif qui de son côté nomme un comité de direction de neuf membres.

2) *Fermes sociales*. — Plutôt fermes d'Etat de type sovkhose classique avec un salariat (en 1960, 157 exploitations de ce type, avec 672.000 hectares, 116 en 1962).

3) *Coopératives de production*, type kolkhoze. — Avant 1953, c'était le type de gestion le plus fréquent, avec les fermes d'Etat ; après le décret autorisant les paysans à quitter les coopératives, leur nombre a énormément diminué, actuellement leur nombre augmente (378 en 1960, avec 205.266 hectares).

Le secteur collectivisé, bien qu'il n'exploite que 10 p. 100 de la terre cultivable, produit près de 50 p. 100 du surplus commercialisé (par exemple, 85 p. 100 du blé, 65 p. 100 du maïs, 100 p. 100 des cultures industrielles). Comme

pour l'industrie, les unités agraires sont contrôlées par la commune qui donne l'autorisation de fonder une coopérative, prête les terres communales, contrôle l'activité. Le deuxième échelon est l'union des coopératives de l'arrondissement.

Les résultats de la gestion dans l'agriculture sont très insuffisants. La production est très faible, à peine 21 p. 100 de plus qu'avant guerre, ce qui, vu l'augmentation de la population, est largement déficitaire et nécessite des importations (70 à 80 p. 100 de la balance des paiements). Le problème est encore plus complexe si l'on a en vue le fait que le niveau de la production de l'agriculture privée est à peu près semblable à celui de 1930-39, c'est-à-dire que d'une part l'augmentation de la production est uniquement due au secteur collectivisé, et d'autre part que vingt ans après le changement de régime le paysannat dans son immense majorité est resté dans une situation très insuffisante. Cela tient, semble-t-il, à l'incompréhension fondamentale du marxisme des problèmes paysans. Le paysannat n'est envisagé que comme source de main-d'œuvre et base pour l'industrialisation : les partis communistes au pouvoir ne savent jamais comment s'y prendre avec la masse paysanne. En Yougoslavie, après avoir essayé la contrainte et la violence (qui n'a rien donné sauf une famine), le pouvoir veut par une socialisation graduelle, une intégration progressive, la contagiosité des exemples de modernisation technique, relever le niveau de vie du paysan et le faire participer à la vie économique. Mais les résultats ne sont jusqu'à présent guère encourageants.

Mais le problème dépasse l'exemple yougoslave : quand il n'y a pas de limite inférieure à la propriété (en Yougoslavie, seule la limite maxima est fixée à 10 ha. pour la propriété privée), il existe des propriétés trop petites dont la rentabilité est très insuffisante, sans surplus avec en même temps un indice démographique très grand et une psychologie paysanne très particulière. Le problème semble insoluble. Même une collectivisation serait « une collectivisation de la misère ». Et pourtant en Espagne les collectivités agricoles, qui n'étaient pas dans de meilleures conditions, ont démontré leur vitalité. Les kibboutzim en Israël aussi. Il faut donc un choc social pour sortir la masse paysanne de son apathie. Il faut aussi cesser de considérer les paysans comme une force rétrograde et de second ordre.

LA GESTION SOCIALE

Il existe un troisième secteur de l'économie yougoslave, qui, lui, échappe complètement aux principes de l'autogestion, c'est le secteur dit de « gestion sociale ». C'est une innovation plus récente (depuis 1955), son domaine correspond en gros à celui des nationalisations dans les pays capitalistes, c.a.d. les services d'intérêt général, les services publics, les capitaux, les banques (les chemins de fer et les P.T.T. sont pourtant sous le régime d'autogestion — les comités des directions des organes fédéraux sont composés des représentants des conseils ouvriers).

Cette « gestion sociale » prend elle aussi différentes formes :

— soit la gestion par *les représentants des pouvoirs publics*, avec une certaine participation plutôt symbolique des conseils ouvriers (par exemple, la Banque

Nationale fédérale de Yougoslavie est dirigée par un Conseil de 21 membres, 14 sont nommés directement par le Conseil Exécutif fédéral, et 7 par le Conseil ouvrier — même chose pour la radiodiffusion) ;

— soit la gestion par *des personnalités compétentes techniquement*, également désignées, avec une petite participation des Conseils ouvriers (les maisons d'édition, les théâtres, les bibliothèques, les institutions sanitaires, protection sociale) ;

— soit par des *représentants* désignés par les consommateurs et les usagers, c.a.d. gestion indirecte réalisée par les divers groupements qui représentent les intérêts des usagers (ainsi, l'Institut fédéral d'Assurance qui est dirigé par un Comité de 20 membres dont 14 sont nommés par le Conseil Exécutif fédéral — mais sur proposition des chambres économiques, de l'Union Générale des Coopérateurs, de la Conférence permanente des villes — et 6 par le Collectif ouvrier) ;

— soit une *gestion plus directe* par des Conseils élus directement par les consommateurs et les usagers (leur travail est surtout consultatif et leur fonction gratuite) ;

— enfin une *gestion* encore plus directe — assemblées qui élisent directement les organes de gestion, qui discutent même le budget (par exemple, les Conseils d'immeubles d'habitation, les instituts de sécurité sociale d'arrondissement).

Nous voyons que dans cette forme de gestion dite « sociale » on tâche de faire participer davantage les consommateurs et les usagers que les producteurs.

Les économistes yougoslaves déclarent eux-mêmes qu'ils n'ont pas trouvé la forme vraiment satisfaisante dans ce domaine.

AUTOGESTION COMMUNALE

La loi constitutionnelle du 13-1-1953 dans son article 4 dit : « la propriété sociale des moyens de production, l'autogestion des producteurs dans l'industrie et le self gouvernement du peuple travailleur dans la commune, la ville et l'arrondissement — sont les bases de l'organisation sociale et politique du pays ».

En même temps que la découverte de l'autogestion ouvrière, le pouvoir a donc essayé de retrouver les « Comités populaires de la libération » qui durant la guerre ont administré les zones libérées, et qui dans le schéma de la décentralisation rapprochaient le pouvoir des masses. Mais là aussi, se sont manifestées les mêmes ambiguïtés, les mêmes insuffisances.

Le comité populaire est formé de deux conseils, le conseil communal de 15 à 20 membres, et le conseil des producteurs 15 à 20 membres aussi, élus tous deux pour quatre ans ; un conseil des citoyens formé de membres du comité populaire et de citoyens compétents, pour former des commissions (par exemple, de santé, d'enseignement, d'agriculture, etc.) ; le secrétaire communal

est un fonctionnaire qui dépend directement du président du comité populaire ; ce dernier est élu par les membres du comité populaire, mais il n'est pas rééligible. Pour les questions difficiles, on a recours aux mécanismes de « démocratie directe » : réunions d'électeurs, référendum, etc. Nous avons déjà vu que la commune n'est pas seulement une unité administrative et sociale, mais aussi économique. Elle participe directement à la vie économique des entreprises de la commune (choix du directeur, partage des bénéfices, bilan annuel, éventail des salaires, etc.). Elle a sa propre vie économique par la gérance des fonds des investissements, des fonds de logements, des fonds routiers. (A suivre.)

IVO.

Les éditions Gallimard viennent de publier dans la collection de poche « Idées » un livre de Daniel Guérin : *L'Anarchisme, de la doctrine à l'action*.

Les éditions de Delphes éditeront bientôt : *Ni Dieu ni Maître, histoire et anthologie de l'anarchie*, avec la collaboration de Daniel Guérin, un volume de 512 p. relié, en souscription, 29, rue de Tréville, Paris 9^e.

Nous avons reçu U.R.S.S., *un Etat-patron tout-puissant*, de Zemliak (La Ruche Ouvrière) : une analyse, à partir de la presse officielle, des absurdités de la planification centrale, des injustices dans l'éventail des salaires, dans les conditions de travail, et de l'exploitation dans le régime dit socialiste.

Nous avons reçu le premier numéro de la revue anarchiste d'Australie *Red and Black* qui contient des articles sur le racisme, la sexualité, l'anarchisme en Nouvelle-Zélande, etc. L'adresse est : J. Grancharoff, Box 47 P.O. Kingsford N.S.W. Australie.

En vue de compléter leur collection de « Noir et Rouge », les camarades de Marseille s'occupant du C.I.R.A. recherchent les numéros suivants : 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 11 - 19 - 20. (R. BIANCO, 13, rue de l'Académie, 1^{er}.)

Un camarade de l'I.P.E.M. (Institut parisien de l'école moderne) nous envoie le texte libre d'un enfant de sept ans. Réellement l'âge de raison, à ce qu'il paraît...

SI...

Si j'avais un bulldozer,
j'écroulerais l'école.
Je construirais une usine
pleine de chaises longues
pour dormir.

Bruno, 7 ans.
Atelier de perfectionnement.

DANS NOTRE COURRIER

REPONSE DE LAIN DIEZ AUX NOTES SUR SON ARTICLE DU N° 28 DE N.R.

4. — On ne peut nier que l'indépendance politique de l'Inde, qui entraîna aussi la disparition de l'assujettissement économique envers l'Angleterre, est un fait d'une ampleur mondiale. Faire des réserves parce que cette libération n'a pas été à cent pour cent « sociale, économique, religieuse » revient à se dire partisan du « tout ou rien », pierre d'achoppement d'un certain anarchisme. La même observation (note 7) au sujet de « l'opération Olivetti », où s'est dépensé notre cher Fédéli pendant les dernières années de sa vie si féconde.

9. — Il est vrai que j'ai négligé non pas « peut-être un peu le côté matérialiste du problème », mais presque totalement, et ceci de propos délibéré. Mon but était d'isoler « momentanément » le côté matérialiste pour faire voir l'importance d'une synthèse intégrale. Mais toute synthèse doit être précédée d'une analyse, c'est-à-dire d'une décomposition en facteurs déterminants partiels. J'ai voulu appuyer sur la « pensée systématique » car il me semble qu'il y a là un vide à combler. Certes, il faut partir d'une synthèse provisoire pour éviter l'écueil d'une dispersion excessive et par trop minutieuse dans l'analyse, mais il est nécessaire tout de même d'entreprendre cette décomposition en facteurs, si honnie des marxistes, précisément pour ne pas retomber dans un plat matérialisme pan-économique.

11. — D'accord avec vous au sujet de l'Eglise, mais j'insiste sur ma méthode « d'isolement provisoire ».

12. — Quant au positivisme, les quelques erreurs de petits groupes positivistes sont largement compensées par les services qu'a rendus cette philosophie au progrès de la pensée scientifique, et l'anarchisme ne gagne rien à la dédaigner. Il n'y a aucune philosophie au sens large du mot (sociologie, morale) qui ne prête le flanc à des critiques. Il n'y a pas non plus de philosophie de l'anarchisme chimiquement pure, et les divers courants de notre pensée sont extrêmement vulnérables à plusieurs points de vue. Il faut remédier à cet état de choses, c'est un devoir pressant.

13. — Que le marxisme soit devenu en Occident le « gérant du capitalisme » et en Russie le gérant d'un régime bureaucratique, d'accord. Quand je parle de réussite, j'entends ce mot dans un sens pragmatique et je n'y attache aucune signification morale. Je veux dire simplement qu'une philosophie a d'autant plus de chance d'entraîner à sa suite les esprits qu'elle est plus systématique et se prête, de par cette qualité même, à être formulée d'une façon plus accessible aux masses, je pense avant tout aux masses des pays sous-développés.

14. — Cette note est un peu trop « sophistiquée » et je ne m'y attarderai pas, je risque de tomber dans un pédantisme académique.

Je remercie mes camarades de N.R. de m'avoir accordé une aussi large place dans les pages de leur revue.

Du camarade S., de Paris :

« De prime abord, en ce qui concerne notre publication en yddish le *Freie Gedank* (La Pensée Libre), elle cesse d'exister faute de lecteurs et de collaborateurs. Les collaborateurs capables de prendre la plume, ayant une attitude conséquente dans l'interprétation des événements, mûs par une mentalité libertaire sont en voie de disparition. Si notre revue cesse d'exister dans les circonstances actuelles, je ne pense pas qu'il faille l'imputer au seul manque d'enthousiasme de la minorité libertaire juive. J'incline plutôt à croire que sa disparition obéit à une logique inhérente à l'extrême vieillissement du mouvement juif libertaire qui n'a pu transmettre le flambeau aux générations montantes ; due également à des processus sociaux économiques et plus peut-être au facteur psychologique qui a traumatisé les Juifs du monde entier par le Grand Massacre. Toujours est-il que la place reste vide, et ceci parce que les jeunes ont trouvé chez leurs parents une aisance économique que leurs pères ignoraient à leur arrivée en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Cette explication est encore superficielle, car il existe une multitude d'autres facteurs qu'il n'est pas possible d'énumérer dans une lettre. Notons cependant ce qui subsiste du mouvement libertaire chez les Juifs : l'effort est axé sur le maintien de la tradition judaïque, abandonné lors de la période héroïque d'avant la première guerre, mais à laquelle on retourne maintenant au seuil de sa disparition. »

« En deuxième lieu, du point de vue sociologique, une mutation sociale s'est opérée parmi les Juifs non israéliens qui se manifeste depuis la fin de la dernière guerre mondiale par une accession vers les couches bourgeoises. Ce prolétariat juif que Rocker a rencontré à Londres avant 14 est en train de disparaître complètement partout dans le monde sauf en Israël. (...) Tout cela contribue peu à la sauvegarde d'une publication qui, si elle n'est pas sioniste ou religieuse, équivalait à une condamnation. »

« Certes, Israël est un pays où tous les courants socialistes existent, où un prolétariat urbain et agricole se développe assez rapidement à la faveur du secteur capitaliste soutenu par les Juifs américains également capitalistes et conservateurs. Mais un mouvement libertaire proprement dit n'existe pas. C'est assez paradoxal puisque la plupart des communautés agricoles sont structurées sur les bases inspirées par Kropotkine et Gustave Landauer, ce dernier surtout très populaire dans les milieux des socialistes non conformistes. »

Lettre de Grèce : Anarchisme et publications anarchistes en Grèce contemporaine :

Les informations sur le mouvement anarchiste en Grèce sont très insuffisantes et pauvres. Pourtant, nous savons par celles que donne l'historien du mouvement ouvrier grec J. Kordatos (jusqu'en 1918) qu'il y eut pendant le dernier quart du XIX^e siècle un mouvement anarchiste en Grèce, dans les villes d'Athènes, Patras et Pyrgos. Ainsi, il y avait à Patras, port principal du Péloponèse, en 1877, une *Ligue Républicaine* composée de jeunes socialistes et anarchisants, adeptes de Proudhon et Bakounine, qui publiaient le journal « Démocratie grecque » avec la devise : la révolution est la loi du progrès. On sait aussi que les anarchisants de Patras ont envoyé une lettre à la Conférence Ouvrière Socialiste de Berne (26-29 oct. 1876), qu'ils étaient en relation avec

Costa qui a été leur délégué à la Conférence Socialiste Internationale de 1877. On peut trouver certaines informations dans J. Guillaume (*L'Internationale. Documents et Souvenirs, 1864-1878, Paris, 1905-1910*). Il semble que la Ligue Républicaine fut rapidement dissoute, à cause des persécutions policières. On sait aussi qu'il y a dans le Bulletin de la Fédération jurassienne (1878) une étude sur le socialisme grec et une lettre des socialistes de Patras emprisonnés.

Plus tard, entre 1880-89, il y eut, également à Patras, un mouvement anarchiste autour de K. Eliopoulo qui publiait le journal satirique «Lanterne» (1880-86). De 1886 date la première édition du livre de P. Kropotkine «Aux jeunes gens», traduit par le socialiste Pl. Dracoulis. On connaît aussi une traduction de «L'Anarchie dans l'évolution sociale» (1887).

Dans la période 1894-89, il y eut des cercles anarchistes dans les villes de Patras et Pyrgos. Le journal «En avant» (1896) était l'organe des anarchistes de Patras ; on y publiait des textes anarchistes traduits par l'avocat Basil Kallionzi... Circulaient aussi en manuscrit les œuvres d'Elisée Reclus «Evolution et Révolution» (traduction de Kallientzi), de Kropotkine «L'Anarchisme, sa philosophie et son idéal» (traduction d'Arnellos), de Bakounine «Dieu et l'Etat» et de Girard. Le journal «Lumière Nouvelle» (1898), journal sociologique hebdomadaire, publié à Pyrgos, contenait des traductions d'articles de Jean Grave. A Athènes, la deuxième édition du journal socialiste réformiste «Socialiste» (1896) avait comme collaborateurs : Séb. Faure, Jean Grave, Louise Michel, A. Cipriani, P. Argyriades, Alleman, P. Meunk.

Voici quelques publications parues à Patras, sans nom d'auteur : *Ce que veulent les anarchistes* (1897), *La liberté absolue de l'homme* (1898), *L'esprit de la Révolution* (1898), *Faim et Pouvoir* (1898).

Au Caire, En Egypte, quelques anarchistes agissaient parmi les ouvriers du tabac grecs, comme Vourzones (entre 1894-99). Les tendances anarchistes et anarchisantes sont sensibles dans le journal en langue grecque publié au Caire «L'ouvrier». Et chez les typographes, les Grecs Louzis et Hionis collaboraient avec les anarcho-syndicalistes italiens Vozai, Lotzi et Pitzoriti, et influençaient les typographes égyptiens (1907-13), publiant en même temps le *Bulletino tipografico*, hebdomadaire (1909-14).

On sait aussi qu'en 1908, à Volos, petit port de Thessalie, un ouvrier, Kossyvas, faisait de la propagande pour les idées anarchistes, mais d'une manière assez confuse. On peut en dire autant de Stavros Kouhtsoglou qui était connu à Constantinople pour son anticléricalisme et sa propagande antireligieuse. Kouhtsoglou est l'auteur d'une brochure ayant pour titre : «A bas le masque» (1912). A Athènes, en 1910, agissent parmi les ouvriers syndiqués trois ou quatre intellectuels de tendance anarcho-syndicaliste, mais ils quittent assez vite le mouvement ouvrier. On a parlé de deux ou trois anarchistes dans la période entre les deux guerres, mais sans autre information à leur sujet.

Les rares publications anarchistes en Grèce contemporaine sont : une nouvelle traduction de «Aux jeunes gens» de Kropotkine, en 1917 ; une traduction de Jean Grave, «Ouvriers et machines» (1919) ; des traductions de Kropotkine, «L'Anarchie», «Ethique anarchiste» (trad. J. Nikopoulou, Athènes, 1927), «Travail intellectuel et manuel» (Athènes, 1925). Dans la période d'entre deux guerres circula encore une traduction d'«Aux jeunes gens».

Un Lexique Sociologique et Politique paru en 1933 contient un certain nombre d'articles sur l'anarchisme et les anarchistes (Bakounine, Kropotkine, Proudhon, Stirner, Grave, Reclus, etc.). Une nouvelle traduction d'« Aux jeunes gens » est parue en 1945.

Enfin, le grand Dictionnaire des Sciences Sociales (1958-1965) contient un article de huit pages sur l'Anarchisme, formé : d'une traduction de l'article d'Oscar Jaszi publié dans l'Encyclopédie (américaine) de Sciences Sociales ; de quelques vues de R. Château (Introduction à la politique) ; d'un extrait de Bakounine (L'Organisation de l'Internationale, Genève, 1914, p. 14-15) ; et d'articles sur Godwin, Kropotkine (une page) ; d'un article favorable sur Bakounine (trois pages) par A.V. (non anarchiste). On prévoit également la publication d'articles sur Proudhon, Stirner, Reclus et Séb. Faure.

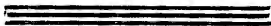
De M. (Alpes-Maritimes) :

J'ai été particulièrement séduit par la forme dialoguée de l'analyse des collectivités espagnoles, ce qui, noir sur blanc, permet aux travailleurs de pénétrer aisément le problème.

Selon moi et ma longue expérience (cinquante ans) de nos milieux, il est particulièrement ridicule, orgueilleux et vain de vouloir scientifier ses écrits dans une langue indéchiffrable par les travailleurs qui restent l'objet de notre propagande...

... Je tiens toutefois à me désolidariser de l'article de Renof, tout au moins dans sa conclusion qui n'est pas assez explicite ou qui est erronée...

L'abondance est certainement le caractère dominant des grands Etats industriels... Le capitalisme est engagé sur deux terrains contradictoires : conquérir les marchés par prix concurrentiels et limiter les besoins intérieurs dans une ambiance de « productivité telle » qu'elle devient la négation de toute austérité. Contrairement à Renof, m'appuyant sur des faits qui surgissent de toutes parts, je crois pouvoir affirmer que si la société était réorganisée (celle des Etats pourvus) l'Abondance que le Capital s'efforce de stopper sans y parvenir deviendrait une réalité, sous condition d'une limitation des naissances... J'ai toujours proportionné mon bétail à ma production fourragère... Ce qui est effrayant, c'est la rupture entre les techniques et la mentalité sociale !



SOMMAIRE

	Page
EDITORIAL	1
TEMOIGNAGE	
SUR TROIS COLLECTIVITES ANARCHISTES EN ESPAGNE (questionnaire, conclusion, extraits de lettres)	3
L'AUTOGESTION CONTEMPORAINE	16
L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE	25
DANS NOTRE COURRIER	41

Notre adresse est: Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »), C.C.P. Paris 16.682.17.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

Directeur de la publication : Christian LAGANT.

Imprimerie « LA RUCHE OUVRIERE » - 10, rue de Montmorency - Paris (3^e)